

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/204285]

27 JUIN 2013. — Décret prévoyant des dispositions diverses en matière d'agriculture, d'horticulture et d'aquaculture (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'application, on entend par :

1^o activité agricole : toute activité visant directement ou indirectement la production de végétaux ou d'animaux ou de produits végétaux ou animaux, ou visant directement ou indirectement leurs transformations en ce compris l'horticulture, l'aquaculture et l'apiculture, ou le maintien des terres dans de bonnes conditions agricoles et environnementales;

2^o Administration : Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement;

3^o agriculteur : personne physique ou morale ou groupe de personnes physiques ou morales qui exerce une activité agricole sur le territoire de la Région wallonne;

4^o aquaculture : élevage ou culture d'organismes aquatiques mettant en œuvre des techniques de production de ces organismes;

5^o demande unique : formulaire qui inclut les demandes d'aides dans le cadre des régimes de soutien direct et de certaines mesures de développement rural, les éléments de gestion et de contrôle relatifs à ces régimes et mesures et à d'autres régimes communautaires ou nationaux et les éléments permettant l'identification de toutes les parcelles agricoles de l'exploitation, leur superficie, leur localisation et leur utilisation;

6^o élevage : ensemble des opérations qui ont pour objet la détention d'animaux de rente ou domestiques en vue de la reproduction à des fins agricoles ou en vue d'en tirer un avantage économique;

7^o Feader : Fonds européen agricole pour le développement rural chargé de soutenir le développement rural en finançant ou en cofinçant les mesures de développement rural;

8^o FEAGA : Fonds européen agricole de garantie chargé de soutenir les aides directes qui correspondent aux paiements octroyés directement aux agriculteurs dans le cadre du régime de soutien des revenus agricoles, et les aides relatives au soutien des marchés agricoles;

9^o FEP : Fonds européen de la pêche chargé de contribuer à la réalisation des objectifs de la politique commune de la pêche;

10^o jour ouvrable : tout jour, à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés légaux;

11^o Ministre : le Ministre de l'Agriculture;

12^o organisme payeur : organisme chargé de la gestion et du paiement des aides agricoles provenant des Fonds FEAGA et Feader pour la Région wallonne;

13^o semences et plants : végétaux et produits végétaux issus de la reproduction générative ou végétative des végétaux destinés au semis ou à la plantation.

CHAPITRE II. — Champ d'application

Art. 2. Dans le cadre des compétences de la Région wallonne et sans préjudice de la législation en matière d'expansion économique, le présent décret s'applique aux :

1^o activités et aux produits de l'agriculture;

2^o activités et aux produits de l'aquaculture;

3^o structures et aux personnes liées aux activités visées aux 1^o et 2^o.

Les activités mentionnées à l'alinéa 1^{er} comprennent :

1^o la production, la reproduction, la multiplication, la récolte, le traitement, le triage, le stockage, la transformation, la préparation, la présentation, le conditionnement, l'échantillonnage, l'analyse, le transport et la commercialisation, de végétaux ou de produits végétaux, en ce compris les semences et plants;

2^o la collecte, la production, la fabrication, la préparation, la transformation, le traitement, le stockage, le conditionnement, l'échantillonnage, l'analyse, le transport et la commercialisation de produits animaux;

3^o l'élevage;

4^o la production et la mise en circulation de produits alimentaires, matières premières et autres produits;

5^o la prestation de services, l'encadrement, la sous-traitance, la vente et la transformation de végétaux, d'animaux, de produits végétaux et animaux pour des agriculteurs;

6^o le conseil aux personnes qui exercent les activités visées à l'alinéa 1^{er};

7^o le développement rural;

8^o la diversification des activités et productions agricoles;

9^o l'orientation, la promotion, le développement et l'encadrement des activités agricoles vers une agriculture aux objectifs élargis, en ce compris une agriculture qui reprend des activités non-agricoles dans son ensemble de tâches;

10^o le respect des exigences réglementaires en matière de gestion et des bonnes conditions agricoles et environnementales dans le cadre de la conditionnalité;

11^o la mise en place de techniques et de pratiques agricoles bénéfiques pour le climat, l'environnement, la biodiversité ou la qualité des produits;

12^o la coopération entre producteurs et transformateurs;

13^o la recherche et l'encadrement concernant les activités visées à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE III. — *Les produits agricoles*

Art. 3. Le Gouvernement est habilité, en ce qui concerne les activités visées à l'article 2 et les produits qui résultent de ces activités, à prendre toutes les mesures pour :

1° déterminer les conditions dans lesquelles sont accomplis les actes réalisés dans ce cadre et soumettre ces actes ou l'auteur de ces actes à un contrôle, un enregistrement, un agrément ou une autorisation préalable et en arrêter les conditions d'octroi, de modification, de maintien, de prolongation, de restriction, d'extension, de suspension, de levée ou de retrait;

2° déterminer les exigences en matière de production, de débarquement, de transformation, de traitement, d'échantillonnage, d'analyse, de composition, de présence de résidus, de conservation, de transport, de manipulation, de fabrication, de préparation, de stockage, d'usage, de classification, de qualité, de quantité, de taille, de poids, de forme, de prélèvement, de prix, de retenue, de bonification, de subside, d'origine, de provenance, de triage, d'emballage, de présentation, de conditionnement et de publicité auxquelles les produits issus d'une activité agricole doivent satisfaire pour autant que ces exigences soient imposées en vue de rencontrer un niveau de qualité donné pour les produits concernés, en vue de l'amélioration de cette qualité ou de l'amélioration des techniques de production et d'élevage;

3° déterminer les marques, plombs, scellés, labels, étiquettes, certificats, attestations, écriteaux, signes, emballages, dénominations ou autres indications ou documents établissant ou attestant que les conditions visées aux points 1° et 2° sont réunies;

4° prendre des mesures concernant la reproduction et l'amélioration génétique des végétaux et produits végétaux;

5° assurer l'exécution et le respect des réglementations prises en vertu des points 1°, 2° et 4°, par les personnes auxquelles elles s'appliquent, et les conditions d'agrément des organismes auxquels il choisit de déléguer ces mesures;

6° fixer les rémunérations, rétributions, droits, taxes, retenues et suppléments qui peuvent être exigés pour l'exécution des mesures mentionnées dans le présent décret et ses arrêtés d'exécution;

7° soutenir la gestion des risques par la prévention, la diversification et l'indemnisation en cas de circonstances exceptionnelles définies par le Gouvernement;

8° prendre les mesures concernant l'organisation du classement, du marquage et de la présentation des carcasses d'animaux de boucherie;

9° décider de soumettre les semences et plants à un contrôle facultatif ou obligatoire concernant l'origine, l'identité, la pureté d'espèces et de variété, ainsi que la qualité;

10° fixer les critères de caractérisation et d'admission à la commercialisation d'une variété végétale.

Les conditions énoncées à l'alinéa 1^{er}, 3°, visent à fixer des exigences minimales d'application générale pour les produits concernés afin d'être mis dans le commerce, acquis, offerts, exposés en vente, détenus, préparés, transportés, vendus, livrés, cédés à titre gratuit ou onéreux, importés, exportés ou être admis en transit. Ces conditions peuvent aussi viser à établir une distinction sur la base de différences de qualité ou de caractéristiques entre les produits mis dans le commerce.

CHAPITRE IV. — *L'élevage*

Art. 4. Le Gouvernement détermine les conditions pour l'exercice des activités suivantes relatives à l'élevage :

1° la création et la tenue de livres généalogiques et de registres;

2° la mise d'animaux reproducteurs dans les registres et livres généalogiques;

3° l'admission à la reproduction des animaux reproducteurs, y compris le clonage, sans préjudice des compétences des autorités fédérales en matière d'autorisation sur la santé et le bien-être animal;

4° le contrôle des performances zootechniques et l'évaluation de la valeur génétique des animaux reproducteurs;

5° l'établissement et la délivrance de certificats complémentaires à l'inscription dans un registre ou un livre généalogique;

6° la préservation de la diversité génétique.

Art. 5. § 1^{er}. Le Gouvernement est habilité à agréer, autoriser ou enregistrer les personnes physiques ou morales qui pratiquent les activités visées à l'article 4 selon les conditions qu'il détermine.

Le Gouvernement est également habilité à mettre en place la procédure de retrait de l'agrément, de l'autorisation, ou de l'enregistrement de ces mêmes personnes.

En cas de retrait de l'agrément, de l'autorisation ou de l'enregistrement d'une personne physique ou morale, le Gouvernement peut imposer, la remise d'une copie de toutes ses bases de données techniques d'élevage au Gouvernement.

Le Gouvernement arrête les modalités de cette transmission de données.

§ 2. Le Gouvernement est habilité à agréer, autoriser ou enregistrer les personnes physiques ou morales qui pratiquent la récolte, le traitement, le stockage, la cession à titre onéreux ou gratuit, ou l'utilisation de sperme, d'ovules ou d'embryons, y compris les œufs, selon les conditions qu'il détermine.

§ 3. Le Gouvernement arrête les conditions zootechniques applicables à la commercialisation sous la forme d'une vente, la détention en vue d'une vente, l'offre de vente, ainsi qu'à toute cession, fourniture, transfert à des tiers avec rémunération ou non, ou usage du sperme, des ovules et des embryons, y compris l'établissement et la délivrance de certificats qui accompagnent ces sperme, ovules et embryons vendus ou cédés.

§ 4. Le Gouvernement est habilité à réserver les termes « animal de race », « animal hybride », « produit d'animal de race » et « produit d'animal hybride », ainsi que l'adaptation de ces termes à une espèce particulière, aux animaux et à leurs produits répondant aux dispositions prises en application du présent décret.

Art. 6. Le Gouvernement peut octroyer une prime à l'inscription d'animaux dans le livre généalogique de leur race.

La prime peut couvrir :

1° tout ou partie des coûts liés à la création et à la gestion des livres généalogiques;

2° une partie des frais liés à l'inscription d'animaux dans le livre généalogique.

Le Gouvernement détermine le taux de la subvention pour chacun de ces postes.

La demande de subvention contient les documents requis par le Gouvernement wallon.

Les subventions sont accordées une fois l'animal inscrit dans le livre généalogique

Le taux de subside est de minimum 10 % et de maximum 80 % du coût lié à l'inscription des animaux dans le livre généalogique.

Le Gouvernement détermine les règles selon lesquelles ces subventions sont accordées.

Art. 7. § 1^{er}. Le Gouvernement est habilité à mettre en œuvre les actions suivantes :

1° assurer un monitoring régulier des populations d'animaux d'élevage pour chacune des races utiles à l'alimentation et l'agriculture, et transférer les données récoltées vers les bases de données nationale, européenne et mondiale pour les ressources zoogénétiques;

2° déterminer, sur la base des données récoltées, l'état de danger de chaque race;

3° développer et soutenir des programmes de conservation des races locales menacées;

4° reproduction et amélioration génétique des animaux d'élevage.

§ 2. Le Gouvernement peut confier des missions d'intérêt collectif à des personnes morales à but non lucratif en vue de contribuer à l'amélioration et au développement des races à finalité agricole.

§ 3. Le Gouvernement peut allouer des subventions en vue de réaliser l'objectif énoncé au § 1^{er}.

Il détermine les conditions auxquelles doivent satisfaire ces personnes morales afin d'obtenir ces subventions conformément aux articles 4 à 6.

§ 4. Les races concernées répondent aux conditions suivantes :

1° répondre au standard originel de la race;

2° être enregistré dans le livre généalogique agréé de la race ou ce qui en tient lieu;

3° être enregistré dans le système d'identification et d'enregistrement des animaux;

§ 5. Le taux de subside est de minimum 10 % et de maximum 80 % du coût lié à l'amélioration et au développement des races à finalité agricole.

Le Gouvernement détermine les règles selon lesquelles ces subventions sont accordées.

CHAPITRE V. — *Dispositions relatives aux politiques agricoles et aquacoles*

Art. 8. Le Gouvernement prend toutes les mesures d'exécution des actes européens relatifs à la politique agricole commune.

Art. 9. Le Gouvernement détermine pour l'octroi des aides relatives au soutien des activités visées à l'article 2 :

1° la procédure de demande;

2° les périodes couvertes par l'aide;

3° les conditions d'octroi;

4° les montants;

5° les contrôles;

6° les taux de réduction.

Aux fins de l'alinéa 1^{er}, 4°, le Gouvernement peut déterminer un montant minimal et un montant maximal d'aide par bénéficiaire et par aide.

Aux fins de l'alinéa 1^{er}, 5°, l'agent qui réalise le contrôle constate le non-respect des conditions d'octroi d'aides dans un rapport. Ce rapport reprend tous les éléments nécessaires à l'évaluation de la réduction des aides à appliquer. Il est transmis à l'organisme payeur.

Aux fins de l'alinéa 1^{er}, 6°, les agents qui réalisent le contrôle peuvent adresser un avertissement à l'auteur présumé du non-respect de la condition d'octroi de l'aide si ce non-respect est mineur. L'avertissement mentionne les faits qui ont donné lieu à ce constat et fixe un délai de régularisation.

Lorsqu'un avertissement est donné verbalement, une confirmation par écrit est donnée par l'agent auteur de l'avertissement dans un délai déterminé par le Gouvernement. L'agent transmet une copie de l'avertissement à l'organisme payeur dans un délai déterminé par le Gouvernement.

Art. 10. Le Gouvernement prend les mesures d'exécution en vue du respect des normes relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales et des exigences réglementaires en matière de gestion définies dans le cadre de la politique agricole commune.

Art. 11. Le Gouvernement prend toutes les mesures d'exécution relatives à la mise en place de pratiques agricoles bénéfiques pour le climat, l'environnement et la qualité des produits et le développement rural.

Art. 12. Le Gouvernement est habilité à prendre les mesures nécessaires à la mise en place de droits et quotas.

Il prévoit au minimum :

1° une procédure de notification aux acheteurs et aux producteurs des quantités de référence et des taux de référence des produits soumis à ces quotas;

2° la quantité de référence individuelle de chacun des producteurs en cas de vente des produits soumis à quotas;

3° une réserve nationale au sein de laquelle les quantités de référence « livraisons » et « ventes directes » sont comptabilisées séparément;

4° le transfert et la cession;

5° le recouvrement du prélèvement;

6° le remboursement du prélèvement institué par les règlements européens.

Art. 13. Le Gouvernement soutient, en ce compris par des aides à l'investissement dans le cadre d'activités agricoles :

- 1° la réalisation des activités visées à l'article 2;
 - 2° le maintien ou l'augmentation de la rentabilité des activités agricoles;
 - 3° la diminution des prix de revient de la production d'animaux, de végétaux et de produits animaux et végétaux;
 - 4° la simplification et la rapidité des démarches administratives en vue de la délivrance des permis et licences.
- Le Gouvernement détermine les conditions d'introduction des demandes d'aides à l'investissement.

Art. 14. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine les conditions d'octroi des aides pour les mesures qui sont destinées à :

- 1° améliorer les connaissances et renforcer le potentiel humain;
- 2° restructurer et développer le capital physique, ainsi que promouvoir l'innovation;
- 3° améliorer la qualité de la production et des produits;
- 4° diversifier les activités agricoles ou pratiquées dans ou à partir de l'exploitation.

§ 2. Le Gouvernement détermine les conditions d'octroi d'une aide pour les investissements non productifs lorsqu'ils sont nécessaires pour respecter des objectifs environnementaux.

§ 3. Pour la transformation et la commercialisation des produits issus de l'aquaculture, le Gouvernement peut promouvoir :

- 1° la construction;
- 2° l'extension;
- 3° l'équipement;
- 4° la modernisation des entreprises.

Les mesures de soutien déterminées par le Gouvernement permettent l'amélioration des conditions de travail, d'atteindre des normes de qualité, de réduire les conséquences négatives sur l'environnement, d'encourager la transformation et la commercialisation des produits aquacoles locaux, des espèces peu utilisées et des sous-produits.

Art. 15. Le Gouvernement soutient des mesures axées sur l'utilisation durable des terres agricoles.

Il est habilité à prendre des mesures en faveur des :

- 1° agriculteurs situés dans des zones qui présentent des handicaps autres que ceux des zones de montagne;
- 2° sites Natura 2000 et mesures prévues au Livre II du Code de l'Environnement, constituant le Code de l'Eau et transposant la Directive 2000/60/CE;
- 3° aides agro-environnementales;
- 4° paiements en faveur du bien-être animal.

Art. 16. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine les conditions selon lesquelles la Région wallonne :

- 1° garantit le remboursement en capital, intérêts et accessoires des prêts consentis à un agriculteur par des organismes de crédit publics ou privés agréés à cette fin;
- 2° octroie des subventions aux organismes de crédit pour leur permettre de consentir des prêts à un taux d'intérêt réduit;
- 3° octroie des primes ou des subventions destinées à faciliter la réalisation des opérations visées à l'article 14;
- 4° consent exceptionnellement des prêts lorsque, en raison du caractère particulier de l'opération envisagée, aucun établissement de crédit agréé ne pourrait normalement la traiter.

La garantie visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, complète les sûretés constituées par le demandeur de crédit. Elle ne couvre pas plus de 75 pour cent du crédit consenti portant sur des investissements subsidiés à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée.

§ 2. Le Gouvernement peut contribuer à une partie du paiement des intérêts d'un prêt accordé par un organisme de crédit agréé à un agriculteur en vue de réaliser des opérations mentionnées à l'article 14.

La subvention-intérêt n'a pas pour effet de réduire le taux de l'intérêt à charge du demandeur de crédit à moins d'un pourcentage déterminé par le Gouvernement.

§ 3. En cas de sommes versées indûment, les articles 41 à 43 s'appliquent.

§ 4. En cas de défaillance de l'agriculteur, les organismes de crédit :

1° en informent la Région wallonne dans les formes et les délais déterminés par le Gouvernement sous peine d'une diminution du pourcentage de la garantie offerte par la Région wallonne dans les formes déterminées par le Gouvernement;

2° réalisent les sûretés dans un délai déterminé par le Gouvernement.

Les organismes de crédit répartissent les sommes récupérées de manière proportionnelle entre la part garantie du crédit et la part non garantie.

Art. 17. Le Gouvernement met en place la procédure d'octroi et de retrait d'agrément des organismes de crédit.

La procédure d'octroi de l'agrément prévoit que l'organisme de crédit doit apporter des garanties suffisantes relatives :

- 1° à la gestion efficace des dossiers;
- 2° à sa capacité financière à assurer les prêts.

La procédure de contrôle de l'agrément prévoit :

- 1° des contrôles, à des intervalles réguliers, pour s'assurer que les organismes de crédit respectent les conditions de l'agrément;
- 2° des sanctions à appliquer au cas où l'organisme de crédit agréé ne respecterait plus les conditions de l'agrément;

3° que l'organisme de crédit qui n'a plus la capacité financière suffisante pour assurer les prêts perd son agrément.

Art. 18. § 1^{er}. Le Gouvernement est habilité à déterminer les modalités d'octroi de subventions destinées à soutenir des projets d'encadrement, de développement et de recherche, destinés à orienter l'agriculture vers des techniques et des pratiques s'inscrivant dans les objectifs de la durabilité, et prenant en compte la rentabilité économique, l'équité sociale, l'environnement, la biodiversité et la qualité des produits.

§ 2. Il détermine au minimum :

- 1° les critères d'admissibilité des dépenses auxquelles doit satisfaire le bénéficiaire des aides;
- 2° le délai dans lequel le bénéficiaire communique un rapport décrivant l'état d'avancement de sa mission;
- 3° la procédure de suivi des dossiers par un comité de suivi;
- 4° les obligations comptables du bénéficiaire de l'aide.

CHAPITRE VI. — *La mise en place des politiques agricoles et aquacoles*

Section 1^{re}. — L'identification des agriculteurs

Art. 19. Le Gouvernement organise la gestion et l'utilisation du système intégré de gestion et de contrôle, dénommé ci-après « le SIGEC ».

Art. 20. § 1^{er}. Le demandeur d'aides est identifié dans le SIGEC.

Sont intégrées dans le SIGEC, les données relatives aux demandeurs d'aides suivantes, tant avant qu'après vérifications :

- 1° les données d'identifications;
- 2° les caractéristiques personnelles;
- 3° les informations relatives à ses emplois actuels;
- 4° les données relatives aux parcelles que le demandeur d'aide exploite, en ce compris toutes les images représentant celles-ci;
- 5° les informations relatives à sa production;
- 6° les informations relatives à ses droits et quotas;
- 7° les données relatives au traitement de ses demandes d'aide;
- 8° les informations financières nécessaires à la gestion des paiements, en ce compris les données obtenues suite au calcul et au paiement des aides et indemnités, et à l'exclusion des renseignements relatifs à leurs dettes;
- 9° les informations relatives aux dettes associées à l'activité agricole des demandeurs d'aide.

§ 2. Le Gouvernement est habilité à :

- 1° déterminer les modalités d'identification du demandeur;
- 2° déterminer les modalités de la demande de modification de l'identification;
- 3° dispenser certains bénéficiaires de s'identifier.

§ 3. Le Gouvernement est habilité à étendre l'obligation d'identification dans le SIGEC à des agriculteurs non demandeurs d'aide dans les conditions qu'il détermine uniquement pour les finalités prévues à l'article 37.

Section 2. — L'autorité compétente et l'organisme payeur

Art. 21. Le Gouvernement est l'autorité compétente chargée de l'octroi et du retrait de l'agrément de l'organisme payeur.

Art. 22. Le Gouvernement crée un comité de suivi pour l'agrément de l'organisme payeur. Ce comité est chargé de toute tâche utile à la réalisation effective des missions attribuées à l'autorité compétente en vertu de la législation européenne.

Art. 23. Le Gouvernement désigne le responsable de l'organisme payeur qui a la délégation pour approuver la liquidation des dépenses relatives aux comptes FEAGA, Feader, FEP ainsi qu'aux cofinancements régionaux et aux financements régionaux liés aux missions dont la gestion a été confiée par le Gouvernement à l'organisme payeur.

Art. 24. L'organisme payeur procède à la gestion, aux contrôles et au paiement des demandes d'aides liées aux activités agricoles définies à l'article 2 et constate les paiements indus.

Art. 25. A l'exception du paiement des aides communautaires, l'organisme payeur peut déléguer les missions qui lui ont été confiées par la réglementation européenne à d'autres personnes.

Art. 26. L'organisme payeur assure les missions relatives à la mise en œuvre des actions du FEP sur le territoire de la Région wallonne.

Section 3. — La demande unique

Art. 27. § 1^{er}. L'agriculteur, demandeur d'aide, transmet, chaque année, une demande unique dans les formes et délais prévus dans la présente section.

§ 2. L'agriculteur peut faire remplir sa demande unique auprès de l'organisme payeur. Dans ce cas, il est fait mention de cette circonstance dans la déclaration et celle-ci revêt la signature de l'agent qui l'a reçue.

L'agent qui a aidé l'agriculteur à remplir la demande unique n'intervient pas ultérieurement dans le dossier de l'agriculteur.

§ 3. La demande peut être remplie par un mandataire qui justifie d'un mandat écrit en vertu duquel il agit.

§ 4. Par sa demande, l'agriculteur accepte que les données communiquées soient utilisées pour les finalités prévues à l'article 37.

Art. 28. Le Gouvernement est habilité à élargir la demande unique aux agriculteurs, non demandeurs d'aide, qui répondent aux conditions qu'il détermine.

Le Gouvernement est habilité à déterminer les conditions selon lesquelles un agriculteur peut remplir une demande unique simplifiée.

Art. 29. § 1^{er}. L'organisme payeur fixe le modèle du formulaire sur base duquel la demande unique est réalisée.

§ 2. Les indications minimales contenues dans la demande unique sont :

1° l'identité de l'agriculteur;

2° la localisation de toutes les parcelles de l'exploitation situées sur le territoire de la Région wallonne;

3° l'identification de l'affectation des parcelles;

4° l'affectation des droits, à des paiements déterminés par des règlements européens dans le cadre de la politique agricole commune;

5° les différents régimes d'aides qu'un agriculteur peut souscrire et qui sont liés à cette demande unique;

6° le service auquel l'agriculteur doit renvoyer sa demande unique complétée.

La demande contient une déclaration de l'agriculteur attestant qu'il a pris connaissance des conditions d'octroi des aides concernées.

§ 3. La demande unique est remplie conformément aux indications qui y figurent, certifiée exacte, datée et signée.

§ 4. Les documents, relevés ou renseignements dont la production est prévue par la demande unique font partie intégrante de celle-ci et y sont joints.

S'il s'agit de copies, elles sont certifiées conformes aux originaux; les autres annexes à la demande doivent être certifiées exactes, datées et signées, sauf si elles émanent de tiers.

Art. 30. L'agriculteur qui remplit une demande unique la fait parvenir au service qui est indiqué sur le document dans les délais fixés par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine la réduction qui est appliquée aux aides de celui qui remet sa demande unique sans respecter les délais ou les formes qu'il a déterminées.

L'agriculteur visé à l'alinéa 1^{er} qui n'a pas reçu de formulaire de demande unique, doit en réclamer un exemplaire auprès de l'organisme payeur. Celui qui n'aurait pas réclamé un exemplaire est considéré ne pas avoir déposé de demande pour l'année considérée.

En cas de transfert d'exploitation ou de fusion d'entreprises, la déclaration de ce changement est introduite dans les formes et délais déterminés par le Gouvernement.

Section 4. — Les recours administratifs

Art. 31. § 1^{er}. Un recours est ouvert aux personnes concernées contre les décisions prises en vertu du présent décret et des arrêtés d'exécution.

A peine d'irrecevabilité, le recours est introduit par lettre recommandée ou par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi, dans les quarante-cinq jours qui suivent le dépôt de la décision, ou d'un avis des services postaux signalant cet envoi, chez la personne concernée.

§ 2. Les décisions, relatives aux aides agricoles visées au présent chapitre, contestées font l'objet d'un recours auprès de l'organisme payeur.

Le Ministre compétent désigné par le Gouvernement connaît des recours contre les décisions relatives à :

1° l'agrément, l'autorisation ou l'enregistrement des éleveurs en vertu de l'article 5;

2° la participation au prêt décidé en vertu de l'article 16;

3° l'agrément des établissements financiers pris en vertu de l'article 17;

4° l'agrément de l'organisme payeur pris en vertu de l'article 21;

5° l'agrément des laboratoires pris en vertu de l'article 45.

Le Gouvernement désigne l'Administration qui connaît des recours contre les décisions prises en vertu du présent décret qui n'ont pas été confiées à l'organisme payeur ou au Ministre en vertu de l'alinéa 1^{er} ou de l'alinéa 2.

§ 3. Pour l'application de la présente section, les moyens de conférer une date certaine sont les suivants :

1° le courriel daté et signé;

2° le recommandé de la Poste;

3° les envois par des sociétés privées contre accusé de réception;

4° soit par le dépôt de l'acte contre récépissé.

Le requérant ou son conseil peut, s'il en fait la demande dans le recours, être entendu par l'organisme payeur ou l'Administration désignée par le Gouvernement dans les formes prévues par le Gouvernement.

§ 4. Une copie du recours et de la décision contestée auprès de l'Administration est notifiée à l'autorité qui a pris cette décision dans un délai déterminé par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut également déterminer un délai pour prendre une décision sur le recours. Cette nouvelle décision est également transmise à l'autorité qui a pris la décision contestée dans un délai qu'il détermine.

Art. 32. Outre sa nature et son dispositif, la décision mentionne :

1° l'identité et le domicile du requérant;

2° le cas échéant, les noms, prénoms, domicile et qualité des personnes qui l'ont représenté ou assisté;

3° le cas échéant, la convocation, la comparution et l'audition des personnes entendues;

4° le cas échéant, le dépôt d'observations écrites;

5° la date et le lieu de la décision prise sur recours.

Art. 33. Les délais prévus à l'article 31 prennent cours le lendemain du dépôt de la pièce qui fait courir le délai.

La pièce envoyée sous pli recommandé est considérée comme reçue à la date certaine prouvée par un des moyens mentionnés à l'article 31, § 3, alinéa 1^{er}.

Le jour de l'échéance est compté dans le délai.

Toutefois, lorsque le dernier jour prévu pour faire un acte de procédure est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

Section 5. — Les traitements de données à caractère personnel

Art. 34. § 1^{er}. L'organisme payeur récolte et traite les données à caractère personnel nécessaires à la poursuite des missions qui lui sont confiées.

L'organisme payeur est responsable de ces traitements de données à caractère personnel.

§ 2. L'Administration transmet toutes les données utiles à la réalisation des finalités de l'organisme payeur définies à l'alinéa 1^{er} sur simple demande de ce dernier. L'organisme payeur est responsable des traitements de ces données à caractère personnel dès leur réception.

§ 3. Le Gouvernement est habilité à prendre les arrêtés régissant les traitements de ces données à caractère personnel mentionnés dans cet article.

Art. 35. L'organisme payeur peut demander à des personnes autres que la personne concernée, l'Administration ou un organisme délégué visé à l'article 25, des données à caractère personnel nécessaires à la poursuite des missions qui lui sont confiées. Il justifie dans sa demande la nécessité de se procurer ces données.

Art. 36. § 1^{er}. L'organisme payeur et toute entité administrative, toute personne physique ou morale, à qui il a délégué une ou plusieurs de ses missions, conformément à l'article 25, s'échangent toutes les données utiles à la réalisation de ces missions et de celles que l'organisme payeur a conservé, sur simple demande.

L'organisme délégué est responsable des traitements de ces données à caractère personnel dès leur réception.

S'il délègue ces missions, l'organisme délégué prend toutes les mesures garantissant une transmission de ces données à l'organisme payeur dans un délai lui permettant d'accomplir ses missions.

Le Gouvernement est habilité à prendre les arrêtés régissant les traitements de données à caractère personnel mentionnés dans ce paragraphe.

§ 2. Un organisme délégué peut transmettre des données à caractère personnel provenant de l'organisme payeur uniquement pour un traitement ultérieur à des fins historiques, statistiques ou scientifiques et si les données transmises sont préalablement codées.

Art. 37. Les données à caractère personnel mentionnées à l'article 20, § 1^{er}, alinéa 2, qui ont fait l'objet de vérifications ou non, peuvent être traitées ultérieurement par l'Administration, ou une personne morale qui exerce une mission qui lui a été déléguée par cette dernière, pour les finalités suivantes :

- 1° la gestion du registre central des aides *de minimis*;
- 2° la tenue à jour de comptabilités de gestion;
- 3° les études d'incidences de projet immobilier sur l'aménagement du territoire et sur l'environnement;
- 4° la détermination de la taxe environnementale;
- 5° la mise en œuvre du programme de gestion durable de l'azote;
- 6° la publication des bénéficiaires des aides FEAGA, Feader et FEP;
- 7° l'élaboration des réglementations relatives aux paiements des aides des politiques agricoles communes;
- 8° la mise en œuvre des contrôles effectués en vertu du présent décret;
- 9° la gestion des structures écologiques principales des sites Natura 2000, des sites candidats au réseau Natura 2000 et des sites de grand intérêt biologique;
- 10° la publication de statistiques et le calcul d'indicateurs à l'attention de l'Administration ou de la Commission européenne;
- 11° la mise à disposition d'outils en vue de faciliter les missions d'encadrement du secteur agricole;
- 12° la caractérisation des sols, de leurs altérations et dégradations, et la mise en place de mesures de prévention et de lutte contre ces altérations et dégradations;
- 13° la rédaction d'un avis relatif à une demande de permis d'urbanisme, de permis d'environnement, ou de permis unique ainsi que pour les demandes de modification du plan de secteur;
- 14° la gestion des cours d'eau non navigables;
- 15° toute mission d'encadrement ou d'application de normes relatives à la conservation de la nature et la lutte contre le changement climatique;
- 16° la mise en œuvre de la législation relative à la transformation et à la destruction des animaux morts;
- 17° la mise en œuvre de la mutualisation des risques et des coûts liés à la perte d'animaux;
- 18° la mise en œuvre de la législation relative au remembrement de biens ruraux;
- 19° la mise en œuvre de la législation relative à l'utilisation sur ou dans les sols des boues d'épuration et la gestion des matières organiques au profit de l'agriculture;
- 20° l'inventaire forestier;
- 21° l'acquisition pour compte de personnes de droit public.

Les données relatives à un agriculteur particulier peuvent également être transmises à toute personne subsidiée par la Région wallonne dans le but de les aider à accomplir un objectif de conseil, d'encadrement ou d'aide auprès de cet agriculteur.

§ 2. Les finalités déterminées au § 1^{er} ne peuvent donner lieu qu'à l'utilisation des catégories de données du SIGEC reprises spécifiquement pour chacune d'elles à l'annexe I^{re} du décret, et uniquement dans la mesure où ce traitement est autorisé par la législation relative à la protection de la vie privée.

Le Gouvernement est habilité à prendre des arrêtés d'exécution organisant les traitements de données à caractère personnel mentionnés au présent article.

Section 6. — Les données électroniques

Art. 38. Le Gouvernement détermine les conditions d'introduction des demandes d'aide organisées par ou en vertu du présent décret au moyen de formulaires électroniques.

L'agriculteur qui introduit une demande d'aide par voie électronique tient à la disposition de l'organisme payeur toutes les attestations qui sont jointes à cette demande pendant toute la durée de l'octroi de l'aide, prolongée d'une durée déterminée par le Gouvernement.

Art. 39. Les demandes d'aide introduites au moyen d'un formulaire électronique sont remplies et transmises conformément aux instructions qui y figurent et sont assimilées à une demande certifiée exacte, datée et signée.

Les dispositions relatives aux demandes écrites sont applicables aux demandes électroniques, pour autant que ces dispositions ne soient pas, en raison de leur nature ou de leurs modalités, incompatibles avec celles-ci.

Art. 40. Le Gouvernement détermine les conditions et les modalités selon lesquelles les données enregistrées, conservées ou reproduites selon des procédés photographiques, optiques, électroniques ou par toute autre technique, ainsi que leur représentation sur un support lisible, ont une valeur probante pour l'application du présent décret.

Section 7. — Les modalités de recouvrement

Art. 41. Les sommes dues par toute personne en raison d'aides prévues au chapitre cinq qui ont été indûment versées, peuvent être déduites des aides qui doivent lui être versées pour l'année présente ou des années futures.

Cette compensation s'applique conformément aux articles 1289 et suivants du Code civil.

Art. 42. § 1^{er}. L'organisme payeur peut délivrer une contrainte en cas de paiements indus ou de non-paiement d'une amende administrative visée à la section 4 du chapitre 8.

La contrainte ne peut être exercée pour des montants inférieurs à 100 euros.

§ 2. La contrainte est signifiée par exploit d'huissier de justice.

Le mandat d'exécution relève des dispositions de la partie V du Code judiciaire.

Art. 43. Dans un délai de trente jours à dater de la signification, l'agriculteur peut faire opposition motivée par exploit d'huissier de justice, portant citation auprès du tribunal de première instance de l'arrondissement judiciaire où il est domicilié. Si ce délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié, il est prolongé jusqu'au jour ouvrable suivant.

L'opposition visée à l'alinéa 1^{er} est suspensive.

CHAPITRE VII. — *Le contrôle*

Section 1^{re}. — Les agents

Art. 44. Les agents chargés de contrôler le respect des dispositions du présent décret et des dispositions prises en vertu de celui-ci doivent remplir les conditions prescrites à l'article D.140, §§ 1^{er} et 2, alinéa 2, de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

L'article D.140, §§ 3 et 4, de la même partie n'est pas applicable au présent décret.

Section 2. — Les moyens d'investigation

Art. 45. Le Gouvernement arrête les règles d'agrément des laboratoires chargés des analyses officielles, conformément à l'article D.147 de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Art. 46. Le Gouvernement peut arrêter des dispositions relatives aux modalités de l'inspection pour toutes ou certaines catégories d'installations et activités visées à l'article 2.

CHAPITRE VIII. — *Les infractions agricoles*

Section 1^{re}. — Les mesures de contrainte

Art. 47. Les agents visés à l'article 44 peuvent donner un avertissement dans les conditions énumérées à l'article D.148 de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Section 2. — Dispositions pénales

Art. 48. Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, celui qui :

1° contrefait ou falsifie les documents reprenant les qualités zootechniques d'un animal de race ou hybride, ou de ses produits;

2° contrefait ou falsifie une demande unique, ou tout autre document ou objet fourni à l'organisme payeur ou à l'autorité de contrôle, visant à obtenir une aide financière ou un label de qualité.

Art. 49. Commet une infraction de troisième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, celui qui :

1° soit par annonces, affiches ou autres modes de publicité, soit en faisant usage d'un objet, document ou indication visés à l'article 3, 2°, simule ou allègue faussement que le produit est contrôlé ou agréé par l'autorité ou qui se prévaut faussement de ce contrôle ou agrément;

2° falsifie ou fait falsifier un échantillon d'un produit réglementé en vertu de l'article 2, alinéa 2;

3° en utilisant un objet, document ou indication, visé à l'article 3, 3°, imposé par un arrêté pris en vertu de ce même article, trompe sur l'origine, la qualité ou la quantité du produit et celui qui fait frauduleusement usage d'un tel objet, document ou indication, contrefait ou falsifié;

4° met dans le commerce, offre, expose en vente, détient, prépare, transporte, vend, livre, cède à titre gratuit ou onéreux, importe, exporte ou traite en transit des animaux présentés comme étant de race ou hybrides, ou leurs spermatozoïdes, ovules, embryons, y compris les œufs à couver, sans que ceux-ci satisfassent à toutes les conditions du présent décret ou d'un de ses arrêtés d'exécution pour avoir cette qualité;

5° met dans le commerce, offre, expose en vente, détient, prépare, transporte, vend, livre, cède à titre gratuit ou onéreux, importe, exporte ou traite en transit des animaux ou leurs produits qui n'ont pas les qualités d'animal de race ou hybride, alors que le présent décret ou un de ses arrêtés d'exécution impose que les animaux ou leurs produits aient cette qualité.

Art. 50. Commet une infraction de quatrième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, celui qui :

1° omet d'apposer une marque, plomb, scellé, label, étiquette ou indication quelconque qui est imposé par un arrêté pris en vertu de l'article 3;

2° sans autorisation ou agrément, met dans le commerce, acquiert, offre, expose en vente, détient, prépare, transporte, vend, livre, cède, importe, exporte ou traite en transit un produit, lorsqu'en vertu d'un arrêté pris en application de l'article 3, une autorisation ou un agrément pour cet acte est requis;

3° met dans le commerce, acquiert, offre, expose en vente, détient, prépare, transporte, vend, livre, cède, importe, exporte ou traite en transit un produit, lorsque cet acte est interdit par un arrêté pris en vertu de l'article 3;

4° met dans le commerce, offre, expose en vente, détient, prépare, transporte, vend, livre, cède à titre gratuit ou onéreux, importe, exporte ou traite en transit des animaux présentés comme étant de race ou hybrides, ou leurs spermatozoïdes, ovules, embryons, y compris les œufs à couver, sans que ceux-ci satisfassent à toutes les conditions du présent décret ou d'un de ses arrêtés d'exécution pour avoir cette qualité.

Section 3. — L'extinction éventuelle de l'action publique moyennant une transaction

Art. 51. Les infractions visées aux articles 48 à 50 peuvent faire l'objet d'une transaction, conformément à l'article D.159, § 1^{er}, de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Par dérogation à l'article D.170, § 3, alinéa 2, 1^o, de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, la somme perçue est versée au Fonds budgétaire de la qualité des produits animaux et végétaux.

Par dérogation à l'article D.170, § 3, alinéa 2, 1^o, de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, la somme perçue est versée au Fonds SIGEC pour les infractions définies à l'article 48, 2^o.

Section 4. — Les amendes administratives

Art. 52. Par dérogation à l'article D.165, alinéa 3, de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les amendes administratives prononcées pour des infractions mentionnées aux articles 48 à 50 sont versées au Fonds budgétaire de la qualité des produits animaux et végétaux.

Par dérogation à l'article D.165, alinéa 3, de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les amendes administratives prononcées pour l'infraction mentionnée à l'article 49, 2^o sont versées au Fonds budgétaire en matière de financement du système intégré de gestion et de contrôle (Fonds SIGeC).

Art. 53. Les amendes administratives prononcées pour des infractions mentionnées aux articles 48 à 50 peuvent être augmentées d'un montant correspondant à l'avantage économique résultant de l'infraction commise.

Art. 54. § 1^{er}. Le fonctionnaire sanctionnateur peut poursuivre des mineurs ayant atteint l'âge de 16 ans.

Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur décide de poursuivre par voie d'amende administrative une personne de moins de dix-huit ans, une lettre recommandée ou un document ayant date certaine au sens de l'article 31, § 3, est adressée au mineur ainsi qu'à ses père et mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde. Ces parties disposent des mêmes droits que les contrevenants eux-mêmes.

Le fonctionnaire sanctionnateur en avise le bâtonnier de l'ordre des avocats afin qu'il soit veillé à ce que le mineur puisse être assisté d'un avocat. Cet avis est envoyé en même temps que la lettre recommandée visée à l'alinéa 1^{er}.

Le bâtonnier ou le bureau d'aide juridique procède à la désignation d'un avocat au plus tard dans les deux jours ouvrables à compter de cet avis.

Une copie de l'avis informant le bâtonnier de la saisine est jointe au dossier de la procédure.

Lorsqu'il y a conflit d'intérêts, le bâtonnier ou le bureau d'aide juridique veille à ce que l'intéressé soit assisté par un avocat autre que celui auquel ont fait appel ses père et mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde.

Les père et mère, tuteurs ou personnes qui ont la garde du mineur sont civilement responsables du paiement de l'amende.

§ 2. Si la décision se rapporte aux mineurs ayant atteint l'âge de seize ans accomplis au moment des faits, le recours est introduit par requête gratuite auprès du tribunal de la jeunesse. Dans ce cas, le recours peut également être introduit par les père et mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde. Le tribunal de la jeunesse demeure compétent si le contrevenant est majeur au moment où il se prononce.

Le tribunal de la jeunesse peut, lorsqu'il est saisi d'un recours contre une amende administrative, substituer à celle-ci une mesure de garde, de préservation ou d'éducation telle qu'elle est prévue par l'article 37 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse. Dans ce cas, l'article 60 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse est d'application.

§ 3. Les décisions du tribunal de la jeunesse ne sont pas susceptibles d'appel. Toutefois, lorsque le tribunal de la jeunesse décide de remplacer la sanction administrative par une mesure de garde, de préservation ou d'éducation visée à l'article 37 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, sa décision est susceptible d'appel. Dans ce cas, les procédures prévues par la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse pour les faits qualifiés d'infractions sont d'application.

Art. 55. § 1^{er}. Sur la base de la contrainte déclarée exécutoire et en vue de la certitude de recouvrement de toutes les aides versées indûment, des amendes administratives et des frais, la Région bénéficie d'un privilège général sur tous les biens immobiliers de l'intéressé et peut grever d'une hypothèque légale tous les biens de l'intéressé pouvant en faire l'objet et situés et enregistrés sur le territoire de la Région.

Ce privilège, visé au § 2, prend rang immédiatement après les privilèges visés aux articles 19 et 20 de la loi du 16 décembre 1851 et à l'article 23 du Livre II du Code de commerce.

Le rang de l'hypothèque légale est fixé par la date de l'inscription prise en vertu de la contrainte déclarée exécutoire et notifiée.

L'hypothèque est inscrite sur la demande du fonctionnaire-sanctionnateur pour le recouvrement des amendes administratives, ou de l'organisme payeur pour le recouvrement des aides indûment versées.

L'inscription a lieu, nonobstant opposition, contestation ou recours, sur présentation d'une copie de la contrainte déclarée conforme par ce fonctionnaire et faisant mention de sa notification.

§ 2. L'article 19 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites ne s'applique pas à l'hypothèque légale en matière d'aides indûment versées et d'amendes administratives pour lesquelles une contrainte a été délivrée et dont la signification a été faite à l'intéressé avant le jugement déclaratif de faillite.

CHAPITRE IX. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 56. Les sections 1^{re}, 3, 4, 5 et 6 du Chapitre VI entrent respectivement en vigueur le 1^{er} janvier 2014, le 1^{er} janvier 2014, le 31 mars 2014, le 30 mai 2014 et le 1^{er} janvier 2014.

Le Gouvernement peut fixer des dates d'entrée en vigueur antérieures à celles mentionnées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 57. L'article D.138, alinéa 1^{er}, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement est complété comme suit :

« - le décret du 27 juin 2013 prévoyant des dispositions diverses en matière d'agriculture, d'horticulture et d'aquaculture. ».

Les mots « ou au décret du 27 juin 2013 prévoyant des dispositions diverses en matière d'agriculture, d'horticulture et d'aquaculture » sont insérés entre les mots « biologiques » et « sont » à l'article D.170, § 3, alinéa 2, du même Livre.

Art. 58. Les mots suivants sont ajoutés à l'article 44, alinéa 1^{er}, 4^o, du décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement et de la fonction publique :

« , de même que les amendes administratives perçues dans le cadre du décret du 27 juin 2013 prévoyant des dispositions diverses en matière d'agriculture, d'horticulture et d'aquaculture. ».

Art. 59. Pour la Région wallonne, la loi du 20 juin 1956 relative à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture modifiée par la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux et par la loi du 23 mars 1998 relative à la création d'un Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, est abrogée.

Art. 60. Pour la Région wallonne, la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole modifiée par la loi du 29 juin 1971 modifiant la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole, par la loi du 15 mars 1976 modifiant la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole, par la loi du 3 août 1981 relative à l'amélioration du revenu agricole par une adaptation de l'aide en matière financière, par la loi du 10 juillet 1986 modifiant la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole et par la loi du 15 février 1990 modifiant la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole, est abrogée.

Art. 61. Pour la Région wallonne, la loi du 11 juillet 1969 relative aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage modifiée par la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé et par la loi du 5 février 1999 portant des dispositions diverses et relatives à la qualité des produits agricoles, est abrogée.

Art. 62. Pour la Région wallonne, l'article 3 de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales, par l'arrêté royal du 25 octobre 1995 désignant les dispositions législatives et réglementaires dans lesquelles les mots « l'Office belge de l'économie et de l'agriculture » doivent être remplacés par les mots « le Bureau d'intervention et de Restitution belge », par la loi du 5 février 1999 portant des dispositions diverses et relatives à la qualité des produits agricoles, et par la loi du 1^{er} mars 2007 portant des dispositions diverses (III), est abrogé.

ANNEXE I^{re}

Les données de l'article 20 utilisables par finalité

Pour chaque finalité déterminée à un point de l'article 37, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, la deuxième colonne donne les catégories de l'article 20 qui peuvent être utilisées.

Finalités de l'article 37, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} ,	Catégories de données de l'article 20 utilisables finalité par finalité
1 ^o	1 ^o , 8 ^o
2 ^o	1 ^o , 2 ^o , 4 ^o , 5 ^o , 6 ^o , 7 ^o , 8 ^o
3 ^o	1 ^o , 4 ^o
4 ^o	1 ^o , 4 ^o , 5 ^o , 7 ^o
5 ^o	1 ^o , 4 ^o
6 ^o	1 ^o , 4 ^o , 7 ^o , 8 ^o
7 ^o	1 ^o , 4 ^o , 5 ^o , 6 ^o , 7 ^o , 8 ^o
8 ^o	1 ^o , 4 ^o , 5 ^o , 6 ^o , 7 ^o
9 ^o	1 ^o , 4 ^o
10 ^o	4 ^o , 5 ^o , 7 ^o
11 ^o	1 ^o , 4 ^o , 5 ^o , 7 ^o
12 ^o	1 ^o , 4 ^o ,
13 ^o	1 ^o , 4 ^o

Finalités de l'article 37, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} ,	Catégories de données de l'article 20 utilisables finalité par finalité
14°	1°, 4°
15°	1°, 7°, 8°
16°	1°, 5°
17°	1°, 5°
18°	1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 8°
19°	1°, °
20°	1°, 4°
21°	1°, 4°, 5°, 7°, 8°

Vu pour être annexé au décret du 27 juin 2013 prévoyant des dispositions diverses en matière d'agriculture, d'horticulture et d'aquaculture.

Namur, le 27 juin 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 27 juin 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

—
Note

(1) *Session 2012-2013.*

Documents du Parlement wallon, 804 (2012-2013) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 26 juin 2013.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/204285]

27. JUNI 2013 — Dekret zur Einführung verschiedener Bestimmungen in den Bereichen Landwirtschaft, Gartenbau und Aquakultur (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Regierung sanktionieren es:

KAPITEL I — Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungserlasse gelten folgende Definitionen:

1° Landwirtschaftliche Tätigkeit: jede Tätigkeit, die direkt oder indirekt auf die Erzeugung von Pflanzen oder Tieren oder von pflanzlichen oder tierischen Erzeugnissen abzielt, oder die direkt oder indirekt auf deren Verarbeitung abzielt, einschließlich des Gartenbaus, der Aquakultur und der Imkerei oder der Erhaltung von Ländereien in gutem landwirtschaftlichen und ökologischen Zustand;

2° Verwaltung: Operative Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt;

3° Landwirt: Die natürliche oder juristische Person oder die Vereinigung von natürlichen oder juristischen Personen, die auf dem Gebiet der wallonischen Region eine landwirtschaftliche Tätigkeit ausübt;

4° Aquakultur: Aufzucht oder Haltung von Wasserorganismen mittels Techniken zur Produktion dieser Organismen;

5° Globalantrag: Formular, das die Anträge auf Beihilfen im Rahmen der Direktzahlungen und bestimmter Maßnahmen zur Förderung der ländlichen Entwicklung umfasst, sowie die Aspekte der Durchführung und der Kontrolle im Zusammenhang mit diesen Maßnahmen und mit anderen gemeinschaftlichen oder nationalen Regelungen und die Informationen, die die Identifizierung aller landwirtschaftlichen Parzellen des Betriebs, ihrer Fläche und ihrer Nutzung ermöglicht;

6° Zucht: Alle Tätigkeiten, die die Haltung von Nutz- oder Haustieren betreffen, im Hinblick auf deren Vermehrung zu landwirtschaftlichen Zwecken oder um daraus einen wirtschaftlichen Nutzen zu ziehen;

7° ELER: Europäischer Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums zur Unterstützung der ländlichen Entwicklung durch die Finanzierung oder Mitfinanzierung von Maßnahmen zur ländlichen Entwicklung;

8° EGFL: Europäischer Garantiefonds für die Landwirtschaft zur Unterstützung der Direktbeihilfen, die den im Rahmen der Regelung zur Unterstützung der landwirtschaftlichen Einkünfte direkt den Landwirten gewährten Zahlungen entsprechen und die Hilfemittel zur Unterstützung der Agrarmärkte;

9° EFF: Europäischer Fischereifonds, dessen Aufgabe es ist, zur Realisierung der Ziele der gemeinsamen Fischereipolitik beizutragen;

10° Werktag: Jeder Tag mit Ausnahme von Samstagen, Sonntagen und gesetzlichen Feiertagen;

11° Minister: der Minister für Landwirtschaft;

12° Zahlstelle: Mit der Verwaltung und der Auszahlung der landwirtschaftlichen Beihilfen aus dem EGFL- und ELER-Fonds beauftragte Zahlstelle für die wallonische Region;

13° Saatgut und Pflanzgut: Pflanzen und pflanzliche Erzeugnisse aus der aus der generativen oder vegetativen Vermehrung der für die Aussaat oder die Anpflanzung bestimmten Pflanzen.

KAPITEL II — Anwendungsbereich

Art. 2 - Im Rahmen der Zuständigkeitsbereiche der Wallonischen Region und unbeschadet der Gesetzgebung im Bereich des wirtschaftlichen Aufschwungs ist das vorliegende Dekret anwendbar auf:

1° Landwirtschaftliche Tätigkeiten und Erzeugnisse;

2° Tätigkeiten und Erzeugnisse im Bereich der Aquakultur;

3° Strukturen und Personen in Zusammenhang mit den unter den Punkten 1° und 2° erwähnten Tätigkeiten.

Die in Absatz 1 angeführten Tätigkeiten umfassen:

1° die Erzeugung, die Reproduktion, die Vermehrung, die Ernte, die Sortierung, die Lagerung, die Verarbeitung, die Aufbereitung, die Aufmachung, die Verpackung, die Probenahme, die Analyse, der Transport und die Vermarktung von Pflanzen oder pflanzlichen Erzeugnissen, einschließlich des Saatguts und des Pflanzguts;

2° die Sammlung, die Erzeugung, die Herstellung, die Aufbereitung, die Verarbeitung, die Behandlung, die Lagerung, die Verpackung, die Probenahme, die Analyse, der Transport und die Vermarktung von tierischen Erzeugnissen;

3° die Zucht;

4° die Erzeugung und das Inverkehrbringen von tierischen Erzeugnissen, Rohstoffen und anderen Erzeugnissen;

5° die Dienstleistung, die Betreuung, die Zulieferung, der Verkauf und die Verarbeitung von Pflanzen, Tieren, pflanzlichen und tierischen Erzeugnissen für die Landwirte;

6° die Beratung von Personen, die die in Absatz 1 angeführten Tätigkeiten ausüben;

7° die ländliche Entwicklung;

8° die Diversifizierung der landwirtschaftlichen Tätigkeit und Produktion;

9° die Orientierung, die Förderung, die Entwicklung und die Betreuung der landwirtschaftlichen Tätigkeiten hin zu einer Landwirtschaft mit erweiterten Zielsetzungen, einschließlich einer Landwirtschaft, die nicht-landwirtschaftliche Tätigkeiten in ihre gesamten Aufgabenbereiche integriert;

10° die Beachtung der rechtlichen Anforderungen auf dem Gebiet der Verwaltung und des guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustands im Rahmen der Cross-Compliance;

11° der Einsatz von landwirtschaftlichen Techniken und Methoden, die sich positiv auf das Klima, die Umwelt, die biologische Vielfalt oder die Produktqualität auswirken;

12° die Zusammenarbeit zwischen Erzeugern und Verarbeitern;

13° die Forschung und die Betreuung im Rahmen der in Absatz 1 angeführten Tätigkeiten.

KAPITEL III — Landwirtschaftliche Erzeugnisse

Art. 3 - Für die in Artikel 2 angeführten Aktivitäten und die bei diesen Aktivitäten entstehenden Erzeugnissen ist die Regierung befugt, jegliche Maßnahmen zu treffen, um:

1° die Bedingungen zu bestimmen, unter denen die in diesem Rahmen durchgeführten Handlungen vorgenommen werden und diese Handlungen oder den Urheber dieser Handlungen einer Kontrolle, einer Registrierung, einer Zulassung oder einer vorab erteilten Genehmigung zu unterziehen sowie die betreffenden Bedingungen für die Gewährung, die Änderung, die Aufrechterhaltung, die Verlängerung, die Einschränkung, die Ausweitung, die Aussetzung, die Aufhebung oder den Entzug festzulegen;

2° die Anforderungen zu bestimmen im Bereich der Erzeugung, des Entladens, der Verarbeitung, der Behandlung, der Probenahme, der Analyse, der Zusammensetzung, der Präsenz von Rückständen, der Konservierung, des Transports, der Handhabung, der Herstellung, der Aufbereitung, der Lagerung, der Verwendung, der Einstufung, der Qualität, der Menge, der Größe, des Gewichts, der Form, der Entnahme, des Preises, der Einbehaltung, des Zuschlags, des Zuschusses, des Ursprungs, der Herkunft, der Sortierung, der Aufmachung, der Verpackung und der Bekanntgabe, die die Erzeugnisse aus der landwirtschaftlichen Tätigkeit erfüllen müssen, sofern diese Anforderungen verlangt werden, um für die betreffenden Erzeugnisse ein bestimmtes Qualitätsniveau zu erreichen, um diese Qualität zu verbessern, oder um die Produktions- und Zuchttechniken zu verbessern;

3° die Marken, Plomben, Siegel, Label, Etiketten, Zertifikate, Bescheinigungen, Aushängetafeln, Zeichen, Verpackungen, Bezeichnungen oder sonstige Hinweise oder Dokumente, die darlegen oder belegen, dass die in den Punkten 1° und 2° angeführten Bedingungen erfüllt sind, zu bestimmen;

4° die Maßnahmen für die Vermehrung und die genetische Verbesserung von Pflanzen und pflanzlichen Erzeugnissen zu treffen;

5° die Ausführung und die Beachtung der kraft der Punkte 1°, 2° und 4° verabschiedeten Regelungen durch die Personen, auf die sie anwendbar sind, zu gewährleisten und die Zulassungsbedingungen der Einrichtungen, auf die sie diese Maßnahmen überträgt, festzulegen;

6° die Entlohnungen, Vergütungen, Gebühren, Steuern, Abgaben und Zuschläge zu bestimmen, die für die Ausführung der in dem vorliegenden Dekret und seinen Durchführungserlassen angeführten Maßnahmen verlangt werden können;

7° das Risikomanagement durch die Vorbeugung, die Diversifizierung und die Entschädigung im Falle von durch die Regierung definierten außergewöhnlichen Umständen zu unterstützen;

8° Maßnahmen zu treffen bezüglich der Einstufung, der Kennzeichnung und der Aufmachung von Schlachtkörpern;

9° zu beschließen, das Saatgut und das Pflanzgut einer fakultativen oder obligatorischen Kontrolle zu unterwerfen, was die Herkunft, die Identität, die Arten- und Sortenreinheit sowie die Qualität betrifft;

10° die Kriterien zur Charakterisierung und zur Zulassung zum Inverkehrbringen einer Pflanzensorte festzulegen.

Die in Absatz 1, 3° angeführten Bedingungen zielen darauf ab, die allgemein anwendbaren Mindestanforderungen für die betreffenden Erzeugnisse festzulegen, damit diese in Verkehr gebracht, erworben, angeboten, zum Verkauf dargeboten, behalten, aufbereitet, befördert, verkauft, geliefert, unentgeltlich oder entgeltlich abgegeben, importiert, exportiert oder zur Durchfuhr zugelassen werden können. Diese Bedingungen können auch zum Ziel haben, eine Unterscheidung auf der Grundlage von Qualitätsunterschieden oder Eigenschaftsunterschieden zwischen in Verkehr gebrachten Erzeugnissen herbeizuführen.

KAPITEL IV — Zucht

Art. 4 - Die Regierung bestimmt die Bedingungen für die Ausübung der folgenden Tätigkeiten im Bereich der Tierzucht:

1° die Schaffung und die Führung von Stammbüchern und Registern;

2° die Aufnahme von Zuchttieren in die Register und Stammbücher;

3° die Zulassung der Zuchttiere zur Zucht, einschließlich des Klonens, unbeschadet der Zuständigkeiten der föderalen Behörden auf dem Gebiet der Zulassungen auf die Gesundheit und das Wohlergehen der Tiere;

4° die Kontrolle der tierzüchterischen Leistungen und die Zuchtwertschätzung der Zuchttiere;

5° die Erstellung und die Ausstellung von Bescheinigungen zur Ergänzung der Eintragung in ein Register oder ein Stammbuch;

6° die Erhaltung der genetischen Vielfalt.

Art. 5 - § 1. Die Regierung ist befugt, den natürlichen oder juristischen Personen, die die in Artikel 4 angeführten Tätigkeiten ausüben, unter den von ihr bestimmten Bedingungen Zulassungen und Genehmigungen zu erteilen und sie zu registrieren.

Die Regierung ist ebenfalls befugt, ein Verfahren zum Entzug der Zulassung, Genehmigung oder Registrierung dieser vorerwähnten Personen einzuführen.

Bei Entzug der Zulassung, Genehmigung oder Registrierung einer natürlichen oder juristischen Person kann die Regierung verlangen, dass ihr eine Kopie aller technischen Zuchtdateibanken übermittelt wird.

Die Regierung legt die Modalitäten für diese Datenübertragung fest.

§ 2. Die Regierung ist befugt, den natürlichen oder juristischen Personen, die eine Ernte einbringen, die Erzeugnisse behandeln, lagern und entgeltlich oder unentgeltlich abgeben, oder die Sperma, Eizellen oder Embryonen (einschl. Eier) verwenden, unter den von ihr bestimmten Bedingungen Zulassungen und Genehmigungen zu erteilen und sie zu registrieren.

§ 3. Die Regierung legt die tierzüchterischen Anforderungen fest, die anwendbar sind auf das Inverkehrbringen in der Form eines Verkaufs, die Haltung zwecks Verkauf, das Anbieten zum Verkauf und jede Überlassung, Lieferung oder Übertragung an Dritte, sei es entgeltlich oder unentgeltlich, oder auf die Verwendung von Sperma, Eizellen und Embryonen, einschließlich des Erstellens und die Ausstellung von Bescheinigungen, die diese verkauften oder überlassenen Sperma, Eizellen und Embryonen begleiten.

§ 4. Die Regierung ist befugt, die Begriffe "rassereines Tier", "Hybride", "Erzeugnis aus einem rassereinen Tier" und "Erzeugnis aus einem hybriden Tier" sowie die Anpassung dieser Begriffe einer besonderen Rasse vorzubehalten, den Tieren und ihren Erzeugnissen, die den in Anwendung des vorliegenden Dekrets getroffenen Bestimmungen entsprechen.

Art. 6 - Die Regierung kann eine Prämie für die Eintragung von Tieren in das Stammbuch ihrer Rasse gewähren.

Diese Prämie kann folgende Kosten abdecken:

1° die gesamten Kosten für die Schaffung und die Führung von Stammbüchern oder einen Teil davon;

2° einen Teil der Kosten, die durch die Eintragung von Tieren in das Stammbuch entstehen.

Die Regierung legt den Satz dieser Bezuschussung für jeden dieser Posten fest.

Der Bezuschussungsantrag umfasst alle von der Wallonischen Regierung verlangten Dokumente.

Die Zuschüsse werden gewährt, nachdem das Tier in das Stammbuch eingetragen wurde.

Der Bezuschussungssatz beträgt wenigstens 10% und höchstens 80% der Kosten für die Eintragung der Tiere in das Stammbuch.

Die Regierung legt die Regeln fest, nach denen diese Zuschüsse gewährt werden.

Art. 7 - § 1. Die Regierung ist befugt, die folgenden Maßnahmen zu treffen:

1° Gewährleistung einer regelmäßigen Überwachung der Zuchttierbestände für jede der Rassen, die für die Ernährung und die Landwirtschaft von Nutzen sind, und Übertragung der gesammelten Daten in nationale, europäische und weltweite Datenbanken für die tiergenetischen Ressourcen;

2° Bestimmung des Gefahrengrades für jede Rasse auf der Grundlage der gesammelten Daten;

3° Entwicklung und Unterstützung der Programme für den Erhalt bedrohter lokaler Rassen;

4° Aufzucht und genetische Verbesserung von Zuchttieren.

§ 2. Die Regierung kann juristischen Personen ohne Erwerbszweck Aufgaben gemeinsamen Interesses übertragen, um zur Verbesserung und Entwicklung der für die Landwirtschaft bestimmten Rassen beizutragen.

§ 3. Die Regierung kann Zuschüsse bewilligen, um die in § 1 erwähnte Zielsetzung zu erreichen.

Sie legt die Bedingungen fest, die von diesen juristischen Personen erfüllt werden müssen, um diese Zuschüsse gemäß der Artikel 4 bis 6 zu erlangen.

§ 4. Die betreffenden Rassen müssen die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° dem ursprünglichen Standard der Rasse entsprechen;

2° in dem anerkannten Stammbuch der Rasse oder einem gleichwertigen Schriftstück eingetragen sein;

3° in dem System zur Kennzeichnung und Registrierung der Tiere eingetragen sein;

§ 5. Der Bezuschussungssatz beträgt wenigstens 10% und höchstens 80% der Kosten für die Verbesserung und Entwicklung der für die Landwirtschaft bestimmten Rassen.

Die Regierung legt die Regeln fest, nach denen diese Zuschüsse gewährt werden.

KAPITEL V — Bestimmungen bezüglich der Politik im Bereich der Landwirtschaft und der Aquakultur

Art. 8 - Die Regierung trifft alle Maßnahmen zur Ausführung der europäischen Rechtsakte im Bereich der gemeinsamen Agrarpolitik.

Art. 9 - Die Regierung bestimmt für die Gewährung der Beihilfen zur Förderung der in Artikel 2 angeführten Tätigkeiten:

1° das Antragsverfahren;

2° die von der Beihilfe betroffenen Zeiträume;

3° die Gewährungsbedingungen;

4° die Beträge;

5° die Kontrollen;

6° die Kürzungssätze.

Zur Anwendung von Absatz 1, 4° kann die Regierung einen Mindestbetrag und einen Höchstbetrag pro Bezugsberechtigter und pro Beihilfe festlegen.

Zur Anwendung von Absatz 1, 5° verzeichnet der Bedienstete, der die Kontrolle durchführt, die Missachtung der Bedingungen für die Gewährung von Beihilfen in einem Bericht. In diesem Bericht werden alle Angaben angeführt, die für die Bewertung der auf die Beihilfen anzuwendenden Kürzung notwendig sind. Dieser Bericht wird der Zahlstelle übermittelt.

Zur Anwendung von Absatz 1, 6° können die Bediensteten, die die Kontrolle durchführen, den vermeintlichen Verantwortlichen der Missachtung der Bedingung für die Gewährung von Beihilfen verwarnen, falls diese Missachtung geringfügig ist. In dieser Verwarnung werden die Fakten angeführt, die zu dieser Feststellung geführt haben, und wird eine Frist für die Berichtigung der Lage festgelegt.

Wird eine Verwarnung mündlich erteilt, so übermittelt der Bedienstete, der diese Verwarnung ausgesprochen hat, innerhalb einer von der Regierung festgelegten Frist eine schriftliche Bestätigung. Der Bedienstete übermittelt der Zahlstelle innerhalb einer von der Regierung festgelegten Frist eine Kopie der Verwarnung.

Art. 10 - Die Regierung trifft die Durchführungsmaßnahmen im Hinblick auf die Beachtung der Normen hinsichtlich des guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustands und der im Rahmen der gemeinsamen Agrarpolitik definierten Grundanforderungen an die Betriebsführung.

Art. 11 - Die Regierung trifft die Durchführungsmaßnahmen zur Umsetzung der dem Klima- und Umweltschutz sowie der Produktqualität und der ländlichen Entwicklung förderlichen Landbewirtschaftungsmaßnahmen.

Art. 12 - Die Regierung ist befugt, alle erforderlichen Maßnahmen zur Einführung von Rechten und Quoten zu treffen.

Sie sieht wenigstens folgendes vor:

1° ein Verfahren zur Mitteilung der Referenzmengen und Referenzsätze der quotengebundenen Erzeugnisse an die Käufer und die Erzeuger;

2° die individuelle Referenzmenge jedes dieser Erzeuger im Falle des Verkaufs der quotengebundenen Erzeugnisse;

3° eine nationale Reserve innerhalb der die Referenzmengen "Lieferungen" und "Direktverkäufe" getrennt verbucht werden;

4° die Übertragung und die Überlassung;

5° die Beitreibung der Erhebungen;

6° die Erstattung der durch europäische Verordnungen eingeführten Erhebung.

Art. 13 - Die Regierung unterstützt - einschließlich durch Investitionsbeihilfen - im Rahmen der landwirtschaftlichen Tätigkeiten:

1° die Verwirklichung der in Artikel 2 angeführten Aktivitäten;

2° die Erhaltung oder die Steigerung der Wirtschaftlichkeit der landwirtschaftlichen Tätigkeiten;

3° die Verringerung des Selbstkostenpreises der Erzeugung von Tieren und Pflanzen und von tierischen und pflanzlichen Erzeugnissen;

4° die Vereinfachung und die schnelle Erledigung der Verwaltungsaufgaben zwecks Ausstellung der Genehmigungen und Lizenzen.

Die Regierung bestimmt die Bedingungen für das Einreichen der Anträge auf Investitionsbeihilfen.

Art. 14 - § 1. Die Regierung bestimmt die Bedingungen für die Gewährung von Beihilfen zur:

1° Vertiefung der Kenntnisse und Stärkung des menschlichen Potentials;

2° Neustrukturierung und Entwicklung des Sachkapitals sowie Förderung der Innovation;

3° Verbesserung der Qualität der Produktion und der Erzeugnisse;

4° Diversifizierung der landwirtschaftlichen Tätigkeiten oder der Tätigkeiten, die in oder ab dem Betrieb ausgeführt werden.

§ 2. Die Regierung bestimmt die Bedingungen für die Gewährung einer Beihilfe für nichtproduktive Investitionen, wenn diese notwendig sind, um umweltbezogene Ziele zu beachten.

§ 2. Im Rahmen der Verarbeitung und des Inverkehrbringens von Erzeugnissen aus der Aquakultur kann die Regierung folgendes fördern:

1° den Bau;

2° die Ausdehnung;

3° das Material;

4° die Modernisierung der Unternehmen.

Die von der Regierung festgelegten Fördermaßnahmen ermöglichen eine Verbesserung der Arbeitsbedingungen und sie erlauben, Qualitätsnormen zu erreichen, die negativen Auswirkungen auf die Umwelt zu verringern, die Verarbeitung und das Inverkehrbringen von Erzeugnissen aus der lokalen Aquakultur, von wenig genutzten Arten und von Nebenprodukten zu fördern.

Art. 15 - Die Regierung fördert Maßnahmen, die auf eine nachhaltige Nutzung der landwirtschaftlichen Ländereien ausgerichtet sind.

Sie ist befugt Maßnahmen zu treffen zugunsten:

1° von Landwirten, die sich in Zonen befinden, die andere Nachteile aufweisen, als die der Berggebiete;

2° von Natura 2000-Gebieten und Maßnahmen nach Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und zur Umsetzung der Richtlinie 2000/60/EG;

3° der Beihilfen im Rahmen von Agrarumweltmaßnahmen;

4° von Zahlungen zugunsten des Wohlergehens der Tiere.

Art. 16 - § 1. Die Regierung legt die Bedingungen fest, unter denen die Wallonische Region:

1° für die aus Kapital, Zinsen und Nebenkosten bestehende Rückzahlung der einem Landwirt von zu diesem Zweck anerkannten öffentlichen oder privaten Kreditanstalten gewährten Darlehen bürgt;

2° den Kreditanstalten Zuschüsse gewährt, um ihnen zu ermöglichen, Darlehen zu einem ermäßigten Zinssatz zu gewähren;

3° Prämien oder Zuschüsse gewährt, um die Durchführung der in Artikel 14 angeführten Zielsetzungen zu erleichtern;

4° in Ausnahmefällen Darlehen gewährt, falls sich aufgrund des besonderen Charakters der geplanten Maßnahme keine zugelassene Kreditanstalt findet, um diese zu finanzieren.

Die in Absatz 1, 1° angeführte Bürgschaft ergänzt die von dem Kreditnehmer geleisteten Sicherheiten. Sie deckt nicht mehr als 75% des gewährten Darlehens für die bezuschussten Investitionen (ausschl. MwSt.).

§ 2. Die Regierung kann sich an der Rückzahlung der Zinsen eines Darlehens beteiligen, das einem Landwirt von einer zugelassenen Kreditanstalt gewährt wurde, um die in Artikel 14 angeführten Maßnahmen durchzuführen.

Die Zinssubvention führt nicht dazu, den Zinssatz zu Lasten des Kreditnehmers unter einen von der Regierung festgelegten Prozentsatz zu verringern.

§ 3. Im Falle ungeschuldet erfolgter Zahlungen finden die Artikel 41 bis 43 Anwendung.

§ 4. Bleiben Zahlungen des Landwirts aus:

1° informieren die Kreditanstalten die Wallonische Region unter Beachtung der von der Regierung festgelegten Formen und Fristen unter Gefahr einer Verringerung des Prozentsatzes der von der Wallonischen Region geleisteten Bürgschaft nach den von der Regierung festgelegten Formvorschriften;

2° verwerten die Kreditanstalten die Sicherheiten innerhalb einer von der Regierung festgelegten Frist.

Die Kreditanstalten verteilen die erlangten Summen im Proporz auf den Teil des Darlehens, für den eine Bürgschaft besteht, und auf den Teil, für den diese nicht besteht.

Art. 17 - Die Regierung legt ein Verfahren für die Gewährung und den Entzug der Zulassung der Kreditanstalten fest.

Das Verfahren zur Gewährung der Zulassung sieht vor, dass die Kreditanstalt ausreichende Garantien bieten muss bezüglich:

1° der wirkungsvollen Bearbeitung der Akten;

2° der Finanzlage, die die Gewährung von Darlehen ermöglicht.

Das Kontrollverfahren der Zulassung umfasst folgendes:

1° regelmäßig durchgeführte Kontrollen, um sicherzustellen, dass die Kreditanstalten die Zulassungsbedingungen erfüllen;

2° die Strafen, die anzuwenden sind, für den Fall, dass die Kreditanstalt die Bedingungen der Zulassung nicht mehr erfüllt;

3° eine Regelung, wonach die Kreditanstalt, die nicht mehr über ausreichende finanzielle Kapazitäten verfügt, um die Darlehen zu gewährleisten, ihre Zulassung verliert.

Art. 18 - § 1. Die Regierung ist befugt, die Modalitäten für die Gewährung von Zuschüssen festzulegen zugunsten von Projekten im Bereich der Betreuung, Entwicklung und Forschung, die darauf abzielen, die Landwirtschaft an Techniken und Praktiken heranzuführen, die die Nachhaltigkeit in den Vordergrund stellen unter Berücksichtigung der Wirtschaftlichkeit, der sozialen Gerechtigkeit, der Umwelt, der biologischen Vielfalt und der Produktqualität.

§ 2. Sie legt zumindest folgendes fest:

- 1° die Kriterien für die Zulässigkeit der Ausgaben, die der Anspruchsberechtigte der Beihilfen erfüllen muss;
- 2° die Frist, in der der Anspruchsberechtigte einen Bericht über den Stand der Aufgaben übermittelt;
- 3° das Verfahren zur Bearbeitung der Akten durch einen Überwachungsausschuss;
- 4° die buchhalterischen Verpflichtungen des Anspruchsberechtigten.

KAPITEL VI — Einführung der Politik im Bereich der Landwirtschaft und der Aquakultur

Abschnitt 1 — Identifizierung der Landwirte

Art. 19 - Die Regierung organisiert die Verwaltung und die Anwendung des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, nachstehend "SIGEC" genannt.

Art. 20 - § 1. Der Antragsteller wird in dem SIGEC-System identifiziert.

Die folgenden Angaben zu den Antragstellern, werden sowohl vor als auch nach ihrer Überprüfung in das SIGEC-System aufgenommen:

- 1° die Identifikationsdaten;
- 2° die Angaben zur Person;
- 3° die Angaben zu seiner aktuellen beruflichen Situation;
- 4° die Angaben zu den Parzellen, die der Antragsteller bewirtschaftet, einschließlich ihrer bildlichen Darstellung;
- 5° die Angaben zu seiner Produktion;
- 6° die Angaben zu seinen Rechten und Quoten;
- 7° die Angaben zur Bearbeitung seiner Beihilfeanträge;
- 8° die finanziellen Informationen, die zur Bearbeitung der Zahlungen erforderlich sind, einschließlich der Angaben, die durch die Berechnung und die Auszahlung der Beihilfen und Entschädigungen erzielt werden, ausschließlich der Angaben zu den Schulden;
- 9° die Informationen zu den Schulden im Zusammenhang mit der landwirtschaftlichen Tätigkeit der Antragsteller.

§ 2. Die Regierung ist befugt:

- 1° die Modalitäten für die Identifizierung des Antragstellers zu bestimmen;
- 2° die Modalitäten für den Antrag auf eine Änderung der Identifizierung zu bestimmen;
- 3° bestimmte Anspruchsberechtigte von der Identifizierung zu befreien.

§ 3. Unter von ihr festgelegten Bedingungen und ausschließlich zu den in Artikel 37 angeführten Zwecken ist die Regierung befugt, die Verpflichtung der Identifizierung in dem SIGEC-System auf Landwirte auszudehnen, die keine Beihilfen beantragen.

Abschnitt 2 — Zuständige Behörde und Zahlstelle

Art. 21 - Die Regierung ist die zuständige Behörde, die für die Gewährung und den Entzug der Zulassung der Zahlstelle verantwortlich ist.

Art. 22 - Im Hinblick auf die Zulassung der Zahlstelle wird ein Überwachungsausschuss von der Regierung eingerichtet. Dieser Ausschuss wird mit jeglicher Aufgabe beauftragt, die für die tatsächliche Erfüllung der der zuständigen Behörde durch die Europäische Gesetzgebung übertragenen Aufträge von Nutzen ist.

Art. 23 - Die Regierung bezeichnet den für die Zahlstelle Verantwortlichen, der bevollmächtigt ist, um die Auszahlung der Ausgaben bezüglich der Fonds EGFL, ELER und EFF sowie der regionalen Mitfinanzierungen und der regionalen Finanzierungen im Zusammenhang mit Aufträgen, die die Regierung der Zahlstelle zur Ausführung übertragen hat, zu genehmigen.

Art. 24 - Die Zahlstelle befasst sich mit der Verwaltung, Überprüfung und Zahlung der Beihilfeanträge, die sich jeweils auf eine der in Artikel 2 angeführten landwirtschaftlichen Tätigkeiten beziehen, und stellt die ungeschuldet getätigten Zahlungen fest.

Art. 25 - Mit Ausnahme der Zahlung gemeinschaftlicher Beihilfen kann die Zahlstelle die Aufträge, die sie aufgrund der europäischen Gesetzgebung erhalten hat, anderen Personen übertragen.

Art. 26 - Die Zahlstelle erledigt die Aufträge in Bezug auf die Durchführung auf dem Gebiet der Wallonischen Region der vom EFF getroffenen Maßnahmen.

Abschnitt 3 — Globalantrag

Art. 27 - § 1. Der Landwirt, der eine Beihilfe beantragt, hat jedes Jahr einen Globalantrag form- und fristgerecht nach vorliegendem Abschnitt einzureichen.

§ 2. Der Landwirt kann seinen Globalantrag bei der Zahlstelle ausfüllen lassen. In diesem Fall findet diese Tatsache in der Erklärung ausdrücklich Erwähnung, welche dann vom Bediensteten unterzeichnet werden muss, der sie in Empfang genommen hat.

Danach nimmt der Bedienstete, der dem Landwirt bei der Ausfüllung des Globalantrags Beistand geleistet hat, an der Bearbeitung der Akte des Landwirts nicht weiter teil.

§ 3. Der Antrag kann von einem Bevollmächtigten ausgefüllt werden, der eine schriftliche Vollmacht vorweisen kann, aufgrund deren er handelt.

§ 4. Durch seinen Antrag erklärt sich der Landwirt damit einverstanden, dass die mitgeteilten Angaben zu den in Artikel 37 vorgesehenen Zwecken verwendet werden.

Art. 28 - Die Regierung ist befugt, den Globalantrag auch denjenigen Landwirten zugänglich zu machen, die keine Beihilfe beantragen, dafür aber die von ihr festgelegten Bedingungen erfüllen.

Die Regierung ist befugt, die Bedingungen festzulegen, unter denen ein Landwirt den vereinfachten Globalantrag einreichen darf.

Art. 29 - § 1. Die Zahlstelle legt das Muster des Formulars fest, auf das der Globalantrag gründet.

§ 2. Der Globalantrag enthält folgende Mindestangaben:

1° die Personalien des Landwirts;

2° die Lokalisierung aller Parzellen des Betriebs, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegen sind;

3° die Bezeichnung und die Zweckbestimmung der Parzellen;

4° die Zweckbestimmung der Rechte zu Zahlungen, die durch europäische Verordnungen im Rahmen der gemeinsamen Agrarpolitik vorgeschrieben sind;

5° die verschiedenen Beihilferegelungen, die der Landwirt in Anspruch nehmen kann und die mit dem Globalantrag verbunden sind;

6° die Dienststelle, der der Landwirt den ausgefüllten Globalantrag zurückschicken muss.

Der Antrag umfasst eine Erklärung des Landwirts, durch die er bestätigt, dass er die Gewährungsbedingungen für die betreffenden Beihilfen zur Kenntnis genommen hat.

§ 3. Der Globalantrag wird gemäß den darin angeführten Anweisungen ausgefüllt, für richtig bescheinigt, mit dem Datum versehen und unterzeichnet.

§ 4. Die Dokumente, Verzeichnisse oder Auskünfte, deren Vorlage in dem Globalantrag vorgesehen ist, sind ein fester Bestandteil des Antrags und werden ihm beigelegt.

Wenn es sich dabei um Kopien handelt, werden sie im Verhältnis zu den Originalen für gleichlautend erklärt. Außer wenn sie von Dritten stammen, müssen die sonstigen Anhänge des Antrags für richtig bescheinigt, mit dem Datum versehen und unterzeichnet werden.

Art. 30 - Innerhalb der von der Regierung festgesetzten Fristen hat der Landwirt, der einen Globalantrag ausgefüllt hat, ihn der Dienststelle zu übermitteln, die im Dokument erwähnt wird.

Die Regierung bestimmt, in welchem Maße die Beihilfe des Antragstellers, der seinen Globalantrag nicht form- oder fristgerecht im Sinne ihrer Vorschriften stellt, gekürzt wird.

Der in Absatz 1 erwähnte Landwirt, der kein Globalantragsformular erhalten hat, muss ein Exemplar bei der Zahlstelle anfordern. Wenn er dieses Exemplar nicht bei der Zahlstelle angefordert hat, wird davon ausgegangen, dass er keinen Antrag für das betreffende Jahr gestellt hat.

Im Falle einer Betriebsübertragung oder eines Unternehmenszusammenschlusses ist diese Umwandlung form- und fristgerecht nach den Vorschriften der Regierung anzumelden.

Abschnitt 4 — Verwaltungsbeschwerden

Art. 31 - § 1. Eine Beschwerde kann von den betroffenen Personen gegen die aufgrund des vorliegenden Dekrets und der Ausführungserlasse getroffenen Beschlüsse eingereicht werden.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit ist die Beschwerde per Einschreiben oder durch jedes Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, innerhalb von fünfundvierzig Tagen, nachdem der Beschluss bei der betroffenen Person abgegeben wurde, oder nachdem eine Mitteilung der Postdienste zu dieser Sendung erfolgt ist, einzureichen.

§ 2. Die angefochtenen Beschlüsse bezüglich der im vorliegenden Kapitel erwähnten Agrarbeihilfen sind Gegenstand einer Beschwerde bei der Zahlstelle.

Der zuständige Minister, der von der Regierung bezeichnet wird, befindet über die Beschwerden zu Beschlüssen betreffend:

1° die Zulassung, die Genehmigung oder die Registrierung der Züchter aufgrund von Artikel 5;

2° die Beteiligung an dem aufgrund von Artikel 16 beschlossenen Darlehen;

3° die Zulassung der Finanzeinrichtungen aufgrund von Artikel 17;

4° die Zulassung der Zahlstelle aufgrund von Artikel 21;

5° die Zulassung der Laboratorien aufgrund von Artikel 45.

Die Regierung bezeichnet die Verwaltungsdienststelle, die über die Beschwerden gegen die aufgrund des vorliegenden Dekrets getroffenen Beschlüsse, die nicht aufgrund von Absatz 1 oder Absatz 2 der Zahlstelle oder dem Minister anvertraut wurden, befindet.

§ 3. Für die Anwendung des vorliegenden Abschnitts gelten die folgenden Mittel, um ein sicheres Datum zu verleihen:

1° die E-Mail mit Datum und Unterschrift;

2° das Posteinschreiben;

3° die Sendungen durch Privatfirmen gegen Empfangsbestätigung;

4° die Abgabe der Akte gegen Abnahmebescheinigung.

Der Beschwerdeführer oder sein Beistand kann, wenn er dies in der Beschwerde beantragt, von der Zahlstelle oder der Verwaltungsdienststelle, die von der Regierung bezeichnet wurde, in den von der Regierung vorgesehenen Formen angehört werden.

§ 4. Eine Abschrift der Beschwerde und des bei der Verwaltung angefochtenen Beschlusses wird der Behörde, die diesen Beschluss getroffen hat, innerhalb einer von der Regierung bestimmten Frist zugestellt.

Die Regierung kann ebenfalls eine Frist festlegen, um eine Entscheidung über die Beschwerde zu treffen. Diese neue Entscheidung wird der Behörde, die den angefochtenen Beschluss getroffen hat, innerhalb einer von ihr festgelegten Frist ebenfalls übermittelt.

Art. 32 - In dem Beschluss wird zusätzlich zur Art und zu dem verfügenden Teil das Folgende angegeben:

1° die Identität und der Wohnsitz des Beschwerdeführers;

2° ggf. die Namen, Vornamen, der Wohnsitz und die Eigenschaft der Personen, die ihn vertreten oder ihm Beistand geleistet haben;

3° ggf. die Einberufung, das Erscheinen und die Anhörung der angehörten Personen;

4° ggf. die Abgabe von schriftlichen Bemerkungen;

5° das Datum und der Ort des Beschlusses über die Beschwerde.

Art. 33 - Die in Artikel 31 vorgesehenen Fristen laufen ab dem Tag nach der Abgabe des Schriftstückes, mit dem die Frist beginnt.

Das per Einschreiben übermittelte Schriftstück gilt als an einem sicheren Datum, das durch eines der in Artikel 31, § 3, Absatz 1 erwähnten Mittel belegt wird, eingegangen.

Der Verfalltag ist in der Frist einbegriffen.

Wenn der für eine Verfahrenshandlung vorgesehene Tag jedoch ein Samstag, ein Sonntag oder ein gesetzlicher Feiertag ist, wird das Ende der Frist auf den unmittelbar folgenden Werktag verlegt.

Abschnitt 5 — Die Verarbeitung personenbezogener Daten

Art. 34 - § 1. Die Zahlstelle sammelt und verarbeitet die personenbezogenen Daten, die zur Erfüllung der ihr anvertrauten Aufgaben notwendig sind.

Die Zahlstelle ist für diese Verarbeitung personenbezogener Daten verantwortlich.

§ 2. Die Verwaltung übermittelt alle zweckdienlichen Daten zur Erfüllung der in Absatz 1 bestimmten Ziele der Zahlstelle auf deren einfache Anfrage.

§ 3. Die Regierung ist befugt, die Erlasse zur Regelung der in diesem Artikel erwähnten Verarbeitung dieser personenbezogenen Daten zu verabschieden.

Art. 35 - Die Zahlstelle kann von anderen Personen als der betroffenen Person, der Verwaltung oder einer in Artikel 25 erwähnten bevollmächtigten Einrichtung personenbezogene Daten, die zur Erfüllung der ihr anvertrauten Aufgaben notwendig sind, anfordern. In ihrem Antrag rechtfertigt sie die Notwendigkeit, sich diese Daten zu verschaffen.

Art. 36 - § 1. Die Zahlstelle und jede Verwaltungseinheit, jede natürliche oder juristische Person, die sie für eine oder mehrere ihrer Aufgaben gemäß Artikel 25 bevollmächtigt hat, tauschen alle nützlichen Daten zur Erfüllung dieser Aufgaben und derjenigen, die die Zahlstelle behalten hat, auf einfache Anfrage aus.

Die bevollmächtigte Einrichtung ist für die Verarbeitung dieser personenbezogenen Daten ab deren Empfang verantwortlich.

Wenn sie diese Aufgaben überträgt, ergreift die bevollmächtigte Einrichtung alle Maßnahmen, damit die Übermittlung dieser Daten an die Zahlstelle innerhalb einer Frist, die ihr die Erfüllung ihrer Aufgaben ermöglicht, gewährleistet wird.

Die Regierung ist befugt, die Erlasse zur Regelung der in diesem Paragraphen erwähnten Verarbeitungen von personenbezogenen Daten zu verabschieden.

§ 2. Eine bevollmächtigte Einrichtung kann personenbezogene Daten, die aus der Zahlstelle stammen, nur für eine spätere Verarbeitung zu historischen, statistischen oder wissenschaftlichen Zwecken übermitteln, und nur wenn die übermittelten Daten vorher verschlüsselt worden sind.

Art. 37 - Die in Artikel 20, § 1, Absatz 2 erwähnten personenbezogenen Daten, die überprüft wurden oder nicht, können später von der Verwaltung oder von einer juristischen Person, die eine ihr von der Verwaltung anvertraute Aufgabe ausübt, zu folgenden Zwecken verarbeitet werden:

1° Verwaltung des zentralen Registers der De minimis Beihilfen;

2° Führung von Verwaltungsbüchern;

3° die Studien über die Ein- und Auswirkungen eines Immobilienprojekts auf die Raumordnung und die Umwelt;

4° die Festlegung der Umweltabgabe;

5° die Einsetzung des Programms für die nachhaltige Bewirtschaftung des Stickstoffs;

6° die Veröffentlichung der Bezugsberechtigten der EGFL-, ELER- und EFF-Beihilfen;

7° die Ausarbeitung der Regelungen bezüglich der Zahlung der Beihilfen der gemeinsamen Agrarpolitik;

8° die Ausführung der aufgrund des vorliegenden Dekrets vorgenommenen Kontrollen;

9° die Verwaltung der ökologischen Hauptstrukturen der Natura 2000-Gebiete, der sich um das Netz Natura 2000 bewerbenden Gebiete und der biologisch wertvollen Gebiete;

10° die Veröffentlichung von Statistiken und die Berechnung von Indikatoren für die Verwaltung oder die Europäische Kommission;

11° die Zurverfügungstellung von Mitteln zur Erleichterung der Betreuungsaufgaben des Agrarsektors;

12° die Charakterisierung der Böden, ihrer Veränderungen und Schäden und die Einführung von Maßnahmen zur Vorbeugung und Bekämpfung dieser Veränderungen und Schäden;

13° die Ausarbeitung eines Gutachtens bezüglich eines Antrags auf eine Städtebau-, Umwelt- oder Globalgenehmigung sowie für die Anträge auf Abänderung des Sektorenplans;

14° die Bewirtschaftung der nichtschiffbaren Wasserläufe;

15° jede Betreuungsaufgabe oder Aufgabe zur Anwendung der Normen bezüglich der Naturerhaltung und der Bekämpfung der Klimaveränderung;

16° die Ausführung der Gesetzgebung bezüglich der Verarbeitung und Vernichtung der toten Tiere;

17° die Einsetzung der Vergemeinschaftung der Risiken und Kosten in Verbindung mit dem Verlust von Tieren;

18° die Durchführung der Gesetzgebung bezüglich der Flurbereinigung von ländlichen Gütern;

19° die Durchführung der Gesetzgebung bezüglich der Verwendung auf oder in den Böden von Klärschlamm und der Bewirtschaftung der organischen Stoffe zugunsten der Landwirtschaft;

20° das Waldinventar;

21° der Erwerb für Rechnung von öffentlich-rechtlichen Personen.

Die Daten über einen bestimmten Landwirt können ebenfalls jeder von der Wallonischen Region bezuschussten Person übermittelt werden, um ihr zu helfen, ihre Beratung-, Betreuung- oder Hilfeleistungsaufgaben zugunsten dieses Landwirts zu erfüllen;

§ 2. Die in § 1 bestimmten Zwecke können nur zur Verwendung der Kategorien von Daten des SIGEC führen, die für jede von ihnen in Anlage I des Dekrets spezifisch angeführt werden, und nur insofern diese Verarbeitung durch die Gesetzgebung über den Schutz des Privatlebens erlaubt wird;

Die Regierung ist befugt, Ausführungserlasse zur Organisierung der in dem vorliegenden Artikel erwähnten Verarbeitung von personenbezogenen Daten zu verabschieden.

Abschnitt 6 — Elektronische Daten

Art. 38 - Die Regierung bestimmt die Bedingungen für die Einreichung anhand von elektronischen Formularen der Beihilfeanträge, die durch oder aufgrund des vorliegenden Dekrets organisiert werden.

Der Landwirt, der einen Beihilfeantrag auf elektronischem Wege einreicht, hält alle Belege, die diesem Antrag beigefügt werden, während der gesamten Dauer der Gewährung der Beihilfe, die um eine von der Regierung bestimmte Dauer verlängert wird, zur Verfügung der Zahlstelle.

Art. 39 - Die Beihilfeanträge, die anhand eines elektronischen Formulars eingereicht werden, sind gemäß den Anweisungen, die auf dem Formular angegeben werden, auszufüllen und zu übermitteln, und werden einem für richtig bescheinigten, datierten und unterschriebenen Antrag gleichgestellt.

Die Bestimmungen über die schriftlichen Anträge finden Anwendung auf die elektronischen Anträge, vorausgesetzt, dass diese Bestimmungen aufgrund ihrer Art oder ihrer Modalitäten nicht mit diesen unvereinbar sind.

Art. 40 - Die Regierung bestimmt die Bedingungen und die Modalitäten, nach denen die Daten, die nach photographischen, optischen, elektronischen Verfahren oder durch jede sonstige Technik gespeichert, aufbewahrt oder wiedergegeben werden, sowie ihre Darstellung auf einem lesbaren Träger eine gesetzliche Beweiskraft für die Anwendung des vorliegenden Dekrets haben.

Abschnitt 7 — Die Beitreibungsmodalitäten

Art. 41 - Die Summen, die von jeder Person wegen in Kapitel 5 vorgesehener jedoch ungeschuldet ausgezahlter Beihilfen geschuldet werden, können von den Beihilfen abgezogen werden, die ihnen für das laufende Jahr oder für die künftigen Jahre ausbezahlt sind.

Dieser Ausgleich findet Anwendung gemäß den Artikeln 1289 und ff. des Zivilgesetzbuches.

Art. 42 - § 1. Die Zahlstelle kann im Fall von nicht geschuldeten Zahlungen oder mangelnder Zahlung einer in Kapitel 8, Abschnitt 4 erwähnten Ordnungsstrafe einen Zahlungsbefehl erlassen.

Der Zahlungsbefehl darf nicht für Beträge unter 100 Euro angewandt werden.

§ 2. Der Zahlungsbefehl wird mittels Zustellung durch Gerichtsvollzieher mitgeteilt.

Der Vollstreckungsbescheid fällt unter die Bestimmungen von Teil V des Gerichtsgesetzbuches.

Art. 43 - Innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab der Zustellung kann der Landwirt einen begründeten Einspruch mittels Zustellung durch Gerichtsvollzieher mit einer Ladung vor das Gericht erster Instanz des Gerichtsbezirks, in dem er seinen Wohnsitz hat, erheben. Wenn diese Frist an einem Samstag, einem Sonntag oder an einem gesetzlichen Feiertag abläuft, wird sie bis zum folgenden Werktag verlängert.

Der in Absatz 1 erwähnte Einspruch hat aufschiebende Wirkung.

KAPITEL VII — Die Kontrolle

Abschnitt 1 — Bedienstete

Art. 44 - Die mit der Kontrolle der Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und der aufgrund dessen erlassenen Bestimmungen beauftragten Bediensteten müssen die in Artikel D.140, §§ 1 und 2, Absatz 2 von Teil VIII des dekretalen Teils des Umweltgesetzbuches erwähnten Bedingungen erfüllen.

Artikel D.140, §§ 3 und 4 desselben Teils findet keine Anwendung auf das vorliegende Dekret.

Abschnitt 2 — Ermittlungsmethoden

Art. 45 - Die Regierung erlasst die Regeln für die Zulassung der Laboratorien, die mit den offiziellen Analysen beauftragt werden, gemäß Artikel D. 147 des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches.

Art. 46 - Die Regierung kann Bestimmungen erlassen über die Inspektionsmodalitäten für alle oder bestimmte in Artikel 2 erwähnten Installationskategorien und Tätigkeiten.

KAPITEL VIII — Agrarverstöße

Abschnitt 1 — Zwangsmaßnahmen

Art. 47 - Die in Artikel 44 erwähnten Bediensteten können im Rahmen der in Artikel D.148 des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches aufgelisteten Bedingungen Mahnungen ausstellen.

Abschnitt 2 — Strafbestimmungen

Art. 48 - Einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne von Teil VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches begeht derjenige:

1° der Dokumente über die tierzüchterischen Eigenschaften eines reinrassigen Tiers bzw. eines Hybridtiers oder seiner Erzeugnisse trügerisch nachahmt oder fälscht;

2° der einen Globalantrag trügerisch nachahmt oder fälscht, oder jeglichen sonstigen Beleg bzw. Gegenstand, der der Zahlstelle oder der Überprüfungsbehörde vorgelegt wird, mit der Absicht, eine Finanzbeihilfe oder ein Qualitätszeichen zu erhalten.

Art. 49 - Einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne von Teil VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches begeht derjenige:

1° der entweder durch Anzeigen, Plakate oder sonstigen Werbeformen, oder anhand eines Gegenstands, Dokuments oder Hinweises im Sinne von Artikel 3, 2° vortäuscht oder zu Unrecht behauptet, dass das Erzeugnis von der Behörde überprüft bzw. anerkannt worden ist, oder der sich zu Unrecht auf diese Überprüfung bzw. Anerkennung beruft;

2° der ein Probestück eines kraft Absatzes 2 von Artikel 2 geregelten Erzeugnisses fälscht oder fälschen lässt;

3° der unter Verwendung eines Gegenstands, Dokuments oder Hinweises im Sinne von Artikel 3, 3°, der/die durch einen aufgrund desselben Artikels verabschiedeten Erlass obligatorisch gemacht worden sind, Verbraucher mit der Herkunft, der Qualität oder der Menge des Erzeugnisses betrügt, sowie derjenige, der eine Nachahmung bzw. Fälschung eines solchen Gegenstands, Dokuments oder Hinweises betrügerisch gebraucht;

4° der Tiere oder deren Sperma, Eizellen, Embryonen - einschließlich Bruteier - in den Handel bringt, anbietet, feilbietet, besitzt, aufbereitet, befördert, verkauft, liefert, unentgeltlich oder entgeltlich abgibt, ein- oder ausführt oder mit Tieren, Sperma usw. Transithandel treibt, die als reinrassig bzw. als Hybridtiere dargestellt werden, ohne dass sie alle Bedingungen des vorliegenden Dekrets oder eines von deren Durchführungserlassen erfüllen, um diese Eigenschaft zu besitzen;

5° der Tiere oder tierische Erzeugnisse in den Handel bringt, anbietet, feilbietet, besitzt, aufbereitet, befördert, verkauft, liefert, unentgeltlich oder entgeltlich abgibt, ein- oder ausführt oder mit Tieren oder tierischen Erzeugnissen Transithandel treibt, die die Eigenschaft eines reinrassigen Tiers oder eines Hybridtiers nicht haben, wenn aber das vorliegende Dekret oder einer von deren Durchführungserlassen diese Eigenschaft für diese Tiere oder deren Erzeugnisse vorschreibt.

Art. 50 - Einen Verstoß der vierten Kategorie im Sinne von Teil VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches begeht derjenige:

1° der unterlässt, eine Marke, eine Plombe, einen Siegel, ein Gütezeichen, ein Etikett oder jeglichen Hinweis anzubringen, der/die/das infolge eines kraft Artikel 3 verabschiedeten Erlasses verbindlich ist;

2° der ein Erzeugnis ohne Genehmigung oder Zulassung in den Handel bringt, erwirbt, anbietet, feilbietet, besitzt, aufbereitet, befördert, verkauft, liefert, übergibt, ein- oder ausführt oder mit einem Erzeugnis Transithandel treibt, wenn dafür eine Genehmigung oder eine Zulassung aufgrund eines in Anwendung von Artikel 3 verabschiedeten Erlasses erforderlich ist;

3° der ein Erzeugnis in den Handel bringt, erwirbt, schenkt, feilbietet, besitzt, aufbereitet, befördert, verkauft, liefert, abgibt, ein- oder ausführt oder mit einem Erzeugnis Transithandel treibt, wenn dies durch einen kraft Artikel 3 verabschiedeten Erlass verboten ist;

4° der Tiere oder deren Sperma, Eizellen, Embryonen - einschließlich Bruteier - in den Handel bringt, anbietet, feilbietet, besitzt, befördert, verkauft, liefert, unentgeltlich oder entgeltlich übergibt, ein- oder ausführt oder mit Tieren, Sperma usw. Transithandel treibt, die als reinrassig bzw. als Hybridtiere dargestellt werden, ohne dass sie alle Bedingungen des vorliegenden Dekrets oder eines von deren Durchführungserlassen erfüllen, um diese Eigenschaft zu besitzen.

Abschnitt 3 — Eventuelles Erlöschen der Strafverfolgung durch Vergleich

Art. 51 - Gemäß Artikel D.159, § 1 des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches kann im Hinblick auf die in Artikel 48 bis 50 erwähnten Verstöße ein Vergleich geschlossen werden.

In Abweichung von Artikel D.170, § 3, Absatz 2, 1° des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches wird die eingezogene Summe dem Haushaltsfonds für die Qualität der tierischen und pflanzlichen Erzeugnisse ausbezahlt.

In Abweichung von Artikel D.170, § 3, Absatz 2, 1° des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches wird die eingezogene Summe dem SIGEC-Fonds ausbezahlt, was die unter Artikel 48, 2° definierten Verstöße betrifft.

Abschnitt 4 — Administrative Geldbußen

Art. 52 - In Abweichung von Artikel D.165, Absatz 3, des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches werden die wegen Verstöße im Sinne der Artikel 48 bis 50 auferlegten administrativen Geldbußen dem Haushaltsfonds für die Qualität der tierischen und pflanzlichen Erzeugnisse ausbezahlt.

In Abweichung von Artikel D.165, Absatz 3, des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches werden die wegen des in Artikel 49, 2° erwähnten Verstoßes auferlegten administrativen Geldbußen dem SIGEC-Fonds ausbezahlt.

Art. 53 - Die wegen Verstöße im Sinne der Artikel 48 bis 50 auferlegten administrativen Geldbußen können um einen Betrag erhöht werden, der dem aus dem begangenen Verstoß hervorgehenden wirtschaftlichen Vorteil entspricht.

Art. 54 - § 1. Der sanktionierende Beamte ist befugt, Minderjährige zu verfolgen, die das Alter von 16 Jahren erreicht haben.

Wenn der sanktionierende Beamte beschließt, eine minderjährige Person mittels administrativer Geldbuße zu verfolgen, wird ihr und ihren Eltern, Vormunden oder sorgeberechtigten Personen ein Einschreiben oder ein mit sicher feststehendem Datum im Sinne von Artikel 31, § 3 versehenes Dokument zugesandt. Diese Parteien verfügen über die gleichen Rechte wie die Zuwiderhandelnden selbst.

Der sanktionierende Beamte setzt den Präsidenten der Rechtsanwaltskammer davon in Kenntnis, um dafür zu sorgen, dass der/die Minderjährige den Beistand eines Rechtsanwalts erhält. Diese Mitteilung wird gleichzeitig mit dem in Absatz 1 erwähnten Einschreiben versandt.

Spätestens binnen zwei Werktagen nach Empfang dieser Mitteilung nimmt der Präsident der Anwaltskammer oder das Rechtshilfebüro die Bezeichnung eines Rechtsanwalts vor.

Eine Kopie der Mitteilung, die den Präsidenten der Anwaltskammer von der Anrufung in Kenntnis setzt, wird der Verfahrensakte beigefügt.

Im Falle eines Interessenkonflikts sorgt der Präsident der Anwaltskammer oder das Rechtshilfebüro dafür, dass der Betroffene den Beistand eines anderen Anwalts erhält als desjenigen, an den sich seine Eltern, Vormunde oder sorgeberechtigten Personen gewandt haben.

Die Eltern, Vormunde oder sorgeberechtigten Personen des Minderjährigen haften zivilrechtlich für die Zahlung der Geldbuße.

§ 2. Wenn sich der Beschluss auf Minderjährige bezieht, die zum Zeitpunkt des Verstoßes das sechzehnte Lebensjahr vollendet haben, wird der Einspruch durch unentgeltlichen Antrag beim Jugendgericht eingereicht. In diesem Fall darf der Einspruch ebenfalls von den Eltern, Vormunden oder sorgeberechtigten Personen erhoben werden. Auch wenn der Zuwiderhandelnde zum Zeitpunkt der Urteilsverkündung volljährig ist, bleibt das Jugendgericht zuständig.

Wenn das Jugendgericht mit einem Einspruch gegen eine administrative Geldbuße befasst wird, hat es die Möglichkeit, diese durch eine der in Artikel 37 des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz vorgesehenen Aufsichts-, Schutz- oder Erziehungsmaßnahmen zu ersetzen. In diesem Fall ist Artikel 60 des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz anwendbar.

§ 3. Die Beschlüsse des Jugendgerichts sind nicht berufungsfähig. Wenn aber das Jugendgericht beschließt, die administrative Geldbuße durch eine in Artikel 37 des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz vorgesehene Aufsichts-, Schutz- oder Erziehungsmaßnahme zu ersetzen, ist sein Beschluss berufungsfähig. In diesem Fall sind die für Tatbestände, die als Verstöße betrachtet werden, durch das Gesetz vom 8. April 1965 über den Jugendschutz vorgesehenen Verfahren anwendbar.

Art. 55 - § 1. Auf der Grundlage des für vollstreckbar erklärten Zahlungsbefehls und zur sicheren Beitreibung aller ungeschuldet gezahlten Beihilfen, administrativen Geldbußen und Kosten verfügt die Region über ein allgemeines Vorzugsrecht auf alle Immobiliengüter des Betroffenen und ist sie berechtigt, alle auf dem Gebiet der Region gelegenen und registrierten Güter des Betroffenen, die Gegenstand davon sein können, mit einer gesetzlichen Hypothek zu belasten.

Dieses in § 2 erwähnte Vorzugsrecht steht in der Rangfolge unmittelbar nach den Vorzugsrechten im Sinne von Art. 19 und 20 des Gesetzes vom 16. Dezember 1851 und von Artikel 23 des Buches II des Handelsgesetzbuches.

Der Rang der gesetzlichen Hypothek wird durch das Datum der Eintragung festgelegt, welche aufgrund des für vollstreckbar erklärten Zahlungsbefehls vorgenommen wird und zugestellt wird.

Die Hypothek wird auf Anfrage des sanktionierenden Beamten - was die Beitreibung administrativer Geldbußen betrifft - bzw. der Zahlstelle - was die Beitreibung ungeschuldet gezahlter Beihilfen betrifft - eingetragen.

Ungeachtet jeglichen Widerstands, Einspruchs oder jeglicher Anfechtung erfolgt die Eintragung auf Vorlage einer von diesem Beamten für gleichlautend erklärten Kopie des Zahlungsbefehls, die ihre Zustellung ausdrücklich erwähnt.

§ 2. Artikel 19 des Konkursgesetzes vom 8. August 1997 findet keine Anwendung auf die gesetzliche Hypothek in Sachen rechtsgrundlos gezahlte Beihilfen und administrative Geldbußen, bezüglich deren ein Zahlungsbefehl ergangen ist und die dem Betroffenen vor dem Konkursöffnungsbeschluss zugestellt wurden.

KAPITEL IX — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 56 - Die Abschnitte 1, 3, 4, 5 und 6 des Kapitels VI treten jeweils am 1. Januar 2014, am 1. Januar 2014, am 31. März 2014, am 30. Mai 2014 und am 1. Januar 2014 in Kraft.

Die Regierung kann Daten für das Inkrafttreten festlegen, die vor den in Absatz 1 erwähnten Daten liegen.

Art. 57 - Artikel D.138, Absatz 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird wie folgt ergänzt:

“- das Dekret vom 27. Juni 2013 zur Einführung verschiedener Bestimmungen in den Bereichen Landwirtschaft, Gartenbau und Aquakultur.”.

In Artikel D.170, § 3, Absatz 2 desselben Buches werden die Wörter “oder gegen das Dekret vom 27. Juni 2013 zur Einführung verschiedener Bestimmungen in den Bereichen Landwirtschaft, Gartenbau und Aquakultur” zwischen die Wörter “Kulturen” und “verhängen” gesetzt.

Art. 58 - In Artikel 44, Absatz 1, 4^o des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen regionaler Steuern, Finanzen und Schuld, Organisation der Energiemärkte, Umwelt, Landwirtschaft, lokale- und untergeordnete Behörden, Erbe und Wohnungswesen und des öffentlichen Dienstes wird folgender Wortlaut hinzugefügt:

“, sowie die im Rahmen des Dekrets vom 27. Juni 2013 zur Einführung verschiedener Bestimmungen in den Bereichen Landwirtschaft, Gartenbau und Aquakultur verhängten Verwaltungsstrafen.”.

Art. 59 - Für die Wallonische Region wird das Gesetz vom 20. Juni 1956 über die Verbesserung der in der Landwirtschaft genutzten Haustierrassen, abgeändert durch die Gesetze vom 24. März 1987 über die Tiergesundheit und vom 23. März 1998 über die Schaffung eines Haushaltsfonds für die Gesundheit und die Qualität der Tiere und tierischen Erzeugnisse, außer Kraft gesetzt.

Art. 60 - Für die Wallonische Region wird das Gesetz vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines Fonds für landwirtschaftliche Investitionen, abgeändert durch das Gesetz vom 29. Juni 1971 zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines Fonds für landwirtschaftliche Investitionen, durch das Gesetz vom 15. März 1976 zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines Fonds für landwirtschaftliche Investitionen, durch das Gesetz vom 3. August 1981 über die Verbesserung des Agrareinkommens durch die Anpassung der finanziellen Beihilfe, durch das Gesetz vom 10. Juli 1986 zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines Fonds für landwirtschaftliche Investitionen und durch das Gesetz vom 15. Februar 1990 zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines Fonds für landwirtschaftliche Investitionen, außer Kraft gesetzt.

Art. 61 - Für die Wallonische Region wird das Gesetz vom 11. Juli 1969 über die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht, abgeändert durch das Gesetz vom 21. Dezember 1998 über Produktnormen zur Förderung umweltverträglicher Produktions- und Konsummuster und zum Schutz der Umwelt und der Gesundheit und durch das Gesetz vom 5. Februar 1999 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen und über die Qualität der landwirtschaftlichen Erzeugnisse, außer Kraft gesetzt.

Art. 62 - Für die Wallonische Region wird Artikel 3 des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, abgeändert durch das Gesetz vom 29. Dezember 1990 zur Festlegung sozialer Bestimmungen, durch den Königlichen Erlass vom 25. Oktober 1995 zur Bestimmung der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen, in denen der Begriff “Belgisches Amt für Wirtschaft und Landwirtschaft” durch den Begriff “Belgisches Interventions- und Rückgabebüro” ersetzt werden muss, durch das Gesetz vom 5. Februar 1999 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen und über die Qualität der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und durch das Gesetz vom 1. März 2007 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen (III), außer Kraft gesetzt.

ANLAGE I

Angaben des Artikels 20 nach Zweckbestimmung

Für jede in einem Punkt des Artikels 37, § 1, Absatz 1 festgelegte Zweckbestimmung werden in der zweiten Spalte die Kategorien des Artikels 20 angegeben, die angewandt werden können.

Zweckbestimmungen des Artikels 37, § 1, Absatz 1	Je nach Zweckbestimmung anwendbare Kategorien der Angaben des Artikels 20
1 ^o	1 ^o , 8 ^o
2 ^o	1 ^o , 2 ^o , 4 ^o , 5 ^o , 6 ^o , 7 ^o , 8 ^o
3 ^o	1 ^o , 4 ^o
4 ^o	1 ^o , 4 ^o , 5 ^o , 7 ^o
5 ^o	1 ^o , 4 ^o
6 ^o	1 ^o , 4 ^o , 7 ^o , 8 ^o
7 ^o	1 ^o , 4 ^o , 5 ^o , 6 ^o , 7 ^o , 8 ^o
8 ^o	1 ^o , 4 ^o , 5 ^o , 6 ^o , 7 ^o
9 ^o	1 ^o , 4 ^o
10 ^o	4 ^o , 5 ^o , 7 ^o
11 ^o	1 ^o , 4 ^o , 5 ^o , 7 ^o
12 ^o	1 ^o , 4 ^o ,
13 ^o	1 ^o , 4 ^o
14 ^o	1 ^o , 4 ^o
15 ^o	1 ^o , 7 ^o , 8 ^o
16 ^o	1 ^o , 5 ^o
17 ^o	1 ^o , 5 ^o

Zweckbestimmungen des Artikels 37, § 1, Absatz 1	Je nach Zweckbestimmung anwendbare Kategorien der Angaben des Artikels 20
18°	1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 8°
19°	1°, °
20°	1°, 4°
21°	1°, 4°, 5°, 7°, 8°

Gesehen, um dem Dekret vom 27. Juni 2013 zur Einführung verschiedener Bestimmungen in den Bereichen Landwirtschaft, Gartenbau und Aquakultur als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 27. Juni 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 27. Juni 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen
A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien
J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte
P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit
Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2012-2013.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 804 (2012-2013), Nrn. 1 bis 4

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 26. Juni 2013.

Diskussion.

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/204285]

27 JUNI 2013. — Decreet houdende verschillende bepalingen inzake landbouw, tuinbouw en aquacultuur (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan, wordt verstaan onder :

1° "landbouwactiviteit" : elke activiteit die rechtstreeks of onrechtstreeks gericht is op de productie van gewassen of dieren of van plantaardige en dierlijke producten, of die rechtstreeks of onrechtstreeks gericht is op hun verwerking met inbegrip van tuinbouw, aquacultuur en bijenteelt, of de instandhouding van de gronden in goede landbouw- en milieuconditie;

2° administratie : Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

3° landbouwer : natuurlijke of rechtspersoon of groepering van natuurlijke of rechtspersonen die een landbouwbedrijf uitbaat op het grondgebied van het Waalse Gewest;

4° aquacultuur : kweek of teelt van aquatische organismen die productietechnieken van deze organismen uitvoeren;

5° eenmalige aanvraag : formulier, waarin de volgende gegevens voorkomen : de steunaanvragen in het kader van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening en van sommige maatregelen voor plattelandontwikkeling, de beheers- en controlegegevens betreffende die regelingen en andere communautaire of nationale regelingen, alsook de elementen vereist voor de identificatie van alle landbouwpercelen van het bedrijf, hun oppervlakte, plaatsbepaling en gebruik;

6° teelt : geheel van de verrichtingen die tot doel hebben het houden van gebruiks- of huisdieren voor de fokkerij voor landbouwdoeleinden of om een economisch voordeel ervan te halen;

7° Elfpo : Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling belast met de steun van de plattelandsontwikkeling door de financiering of de medefinanciering van maatregelen voor plattelandsontwikkeling;

8° ELGF : Europees Garantiefonds voor de Landbouw belast met de steun van rechtstreekse steunmaatregelen die overeenstemmen met de aan de landbouwer toegekende rechtstreekse betalingen in het kader van de steunregeling inzake landbouwinkomsten, en de steun voor landbouwmarkten;

9° EVF : Europees Visserijfonds, dat bij de verwezenlijking van de doelstellingen van het gemeenschappelijk visserijbeleid moet bijdragen;

10° werkdag : elke kalenderdag, met uitsluiting van zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen;

11° Minister : de Minister van Landbouw;

12° betaalorgaan : orgaan belast met het beheer en de betaling van de landbouwsteunen uit de Fondsen ELGF en Elfpo voor het Waalse Gewest;

13° zaaizaad en pootgoed : planten en plantaardige producten uit geslachtelijk of ongeslachtelijk teelt van gewassen bestemd voor het zaaien of het planten.

HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied*

Art. 2. In het kader van de bevoegdheden van het Waalse Gewest en onverminderd de wetgeving inzake economische expansie, is dit decreet van toepassing op :

1° de landbouwactiviteiten en de landbouwproducten;

2° de aquacultuuractiviteiten en de aquacultuurproducten;

3° de structuren en de personen verbonden met de activiteiten bedoeld in 1° en 2°

De activiteiten bedoeld in het eerste lid omvatten :

1° de productie, de reproductie, de vermeerdering, de oogst, de bewerking, de triage, de opslag, de verwerking, de bereiding, de presentatie, de verpakking, de monsterneming, de analyse, het vervoer en het in de handel brengen van planten of plantaardige producten, met inbegrip van zaaizaad en pootgoed;

2° de ophaling, de productie, de vervaardiging, de bereiding, de verwerking, de bewerking, de opslag, de verpakking, de monsterneming, de analyse, het vervoer en het in de handel brengen van dierlijke producten;

3° de teelt;

4° de productie en het op de markt brengen van voedingsmiddelen, grondstoffen en andere producten;

5° de dienstverlening, de begeleiding, de onderaanneming, de verkoop en de verwerking van planten, dieren, plantaardige of dierlijke producten voor landbouwers;

6° de advisering van de personen die de activiteiten bedoeld in het eerste lid uitoefenen;

7° de plattelandsontwikkeling;

8° de diversificatie van de landbouwactiviteiten en de landbouwproducten;

9° de oriëntatie, de bevordering, de ontwikkeling en de begeleiding van de landbouwactiviteiten in de richting van een landbouw met verbrede doelstelling, met inbegrip van een landbouw die niet-landbouwactiviteiten opneemt binnen zijn takkenpakket;

10° het naleven van de uit de regelgeving voortvloeiende beheerseisen en eisen inzake goede landbouw- en milieuoedering in het kader van de randvoorwaarden;

11° de opzet van landbouwpraktijken en technieken die goed zijn voor het klimaat, het milieu, de biodiversiteit of de kwaliteit van de producten;

12° de samenwerking tussen de producenten en de verwerkers;

13° het onderzoek en de begeleiding in verband met de activiteiten bedoeld in het eerste lid.

HOOFDSTUK III. — *Landbouwproducten*

Art. 3. De Regering is gemachtigd, wat betreft de activiteiten bedoeld in artikel 2 en de producten die uit deze activiteiten voortvloeien, om elke maatregelen te nemen om :

1° de voorwaarden te bepalen waarin de handelingen gedaan in dit kader worden uitgevoerd en deze handelingen of de auteur van deze handelingen aan een controle, een registratie, een erkenning of een voorafgaande vergunning onderwerpen en de voorwaarden ervan vastleggen inzake toekenning, wijziging, handhaving, verlenging, beperking, uitbreiding, schorsing, opheffing of intrekking;

2° de eisen te bepalen inzake productie, uitladen, verwerking, bewerking, monsterneming, analyse, samenstelling, aanwezigheid van residu's, instandhouding, vervoer, behandeling, vervaardiging, bereiding, opslag, gebruik, rangschikking, kwaliteit, kwantiteit, omvang, gewicht, vorm, heffing, prijs, afhouding, toeslag, subsidie, oorsprong, herkomst, triage, verpakking, presentatie, conditionering en reclame waaraan de landbouwproducten moeten voldoen voor zover deze eisen worden opgelegd om een bepaald kwaliteitsniveau te bereiken voor de betrokken producten met het oog op de verbetering van deze kwaliteit of de verbetering van de productie- en teelttechnieken.

3° de merken, loodjes, verzegelingen, labels, etiketten, getuigschriften, attesten, bordjes, tekens, verpakkingen, benamingen of andere aanwijzingen of stukken te bepalen waaruit het bestaan van de sub 1° en 2° bedoelde voorwaarden bewezen of te kennen gegeven wordt;

4° maatregelen te nemen m.b.t. de reproductie en de genetische verbetering van planten en plantaardige producten;

5° de uitvoering en de naleving te waarborgen van de reglementeringen genomen krachtens de punten 1°, 2° en 4°, door de personen op wie ze van toepassing zijn, en de erkenningsvoorwaarden van de instellingen waaraan hij deze maatregelen overdraagt;

6° de bezoldigingen, vergoedingen, rechten, taksen, inhoudingen en toeslagen te bepalen die voor de uitvoering van de maatregelen vermeld in dit decreet en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten kunnen worden vereist;

7° het risicobeheer te steunen door preventie, diversificatie en vergoedingen in geval van uitzonderlijke omstandigheden die door de Regering worden omschreven;

8° maatregelen te nemen betreffende de organisatie van de rangschikking, de waarmerking en de aanbidding van de karkassen van slachtvee;

9° zaaizaad en pootgoed aan een facultatieve of verplichte controle te onderwerpen m.b.t. de oorsprong, de identiteit, de zuiverheid van soorten en variëteit, alsook de kwaliteit;

10° de karakteriserings- en toelatingscriteria te bepalen voor het in de handel brengen van een plantenras.

De voorwaarden vermeld in het eerste lid, 3°, streken ertoe voor bedoelde producten algemeen geldende minimumvereisten in te voeren om in de handel te worden gebracht, verworven, aangeboden, ten verkoop tentoongesteld, in bezit gehouden, bereid, vervoerd, verkocht, geleverd, onder kosteloze of bezwarende titel afgestaan, ingevoerd, uitgevoerd of doorgevoerd te worden. Deze voorwaarden kunnen eveneens ertoe strekken een op kwaliteitsverschillen of bepaalde karakteristieken gebaseerd onderscheid te maken tussen de in de handel gebrachte producten.

HOOFDSTUK IV. — *Teelt*

Art. 4. De Regering bepaalt de voorwaarden voor de uitoefening van de volgende activiteiten die betrekking hebben op teelt :

1° de instelling van stamboeken en registers en het bijhouden ervan;

2° de opname van fokdieren in de registers en stamboeken;

3° de toelating van fokdieren tot de voortplanting, met inbegrip van het klonen, onverminderd de bevoegdheden van de federale overheden inzake vergunning voor de gezondheid en het dierenwelzijn;

4° de zoötechnische prestatieonderzoeken en de beoordeling van de fokwaarde van de fokdieren;

5° de opmaak en de aflevering van certificaten als aanvulling op de inschrijving in een register of een stamboek;

6° het behoud van de genetische diversiteit.

Art. 5. § 1. De Regering wordt ertoe gemachtigd om de natuurlijke personen of rechtspersonen die de activiteiten bedoeld in artikel 4 uitoefenen volgens de voorwaarden die zij bepaalt, te erkennen, te machtigen of te registreren.

De Regering wordt er ook toe gemachtigd om de procedure tot intrekking van de erkenning, van de machtiging of van de registratie van deze personen in te stellen.

In geval van intrekking van de erkenning, machtiging of registratie van een natuurlijke of rechtspersoon kan de Regering de overhandiging aan de Regering van een afschrift van zijn volledige foktechnische databank opleggen.

De Regering bepaalt de nadere regels van die gegevensoverdracht.

§ 2. De Regering wordt ertoe gemachtigd om de natuurlijke personen of rechtspersonen die sperma, eicellen, embryo's, met inbegrip van de eieren, winnen, bewerken, opslaan, onder kosteloze of bezwarende titel afstaan, of gebruiken, te erkennen, te machtigen of te registreren volgens de voorwaarden die zij bepaalt.

§ 3. De Regering bepaalt de zoötechnische voorwaarden die van toepassing zijn op het in de handel brengen onder de vorm van een verkoop, het bezit met het oog op een verkoop, de aanbidding voor verkoop alsook op iedere beschikbaarstelling, levering, overdracht aan derden tegen of zonder vergoeding, van sperma, eicellen en embryo's met inbegrip van de opmaak en de aflevering van de certificaten die gepaard gaan met deze verkochte of overgedragen sperma, eicellen en embryo's.

§ 4. De Regering wordt ertoe gemachtigd om de bewoordingen "rasdier", "hybride dier", "product van rasdier" en "product van hybride dier", alsook de aanpassing van deze bewoordingen aan een bijzondere soort, voor te behouden voor de dieren en hun producten die voldoen aan de bepalingen getroffen overeenkomstig dit decreet.

Art. 6. De Regering kan een premie toekennen bij de inschrijving van dieren in het stamboek van hun ras.

De premie kan de volgende kosten dekken :

1° het geheel of een deel van de kosten die betrekking hebben op de instelling en het beheer van de stamboeken;

2° een deel van de kosten die betrekking hebben op de inschrijving van dieren in het stamboek.

De Regering bepaalt het percentage van de subsidie voor elk van deze posten.

De subsidieaanvraag bevat de documenten die door de Waalse Regering vereist worden.

De subsidies worden toegekend zodra het dier in het stamboek ingeschreven is.

Het subsidiespercentage bedraagt minstens 10 % en maximum 80 % van de kostprijs verbonden aan de inschrijving van de dieren in het stamboek.

De Regering bepaalt de regels volgens welke deze subsidies worden toegekend.

Art. 7. § 1. De Regering wordt ertoe gemachtigd de volgende acties uit te voeren :

1° zorgen voor een regelmatige monitoring van de populaties van fokdieren voor elk ras dat nuttig is voor de voeding en de landbouw en de ingezamelde gegevens overdragen naar de nationale, Europese en werelddatabanken voor zoögenetische hulpbronnen;

2° het gevaar voor elk ras bepalen op basis van de ingezamelde gegevens;

3° de programma's voor de instandhouding van de plaatselijke bedreigde rassen ontwikkelen en steunen;

4° de voortplanting en de genetische verbetering van fokdieren.

§ 2. De Regering kan opdrachten van gemeenschappelijk belang toevertrouwen aan rechtspersonen zonder winstoogmerk om bij te dragen tot de verbetering en de ontwikkeling van landbouwgerichte rassen.

§ 3. De Regering kan subsidies toewijzen om de doelstelling vermeld in § 1 te verwezenlijken.

Zij bepaalt de voorwaarden waaraan deze rechtspersonen moeten voldoen om de subsidies te krijgen overeenkomstig de artikelen 4 tot 6.

§ 4. De betrokken rassen moeten voldoen aan volgende voorwaarden :

1° voldoen aan de oorspronkelijke standaard van het ras;

2° opgenomen zijn in het erkende stamboek van het ras of op een gelijkwaardige lijst;

3° opgenomen zijn in het identificatie- en registratiesysteem van de dieren;

§ 5. Het subsidiespercentage bedraagt minstens 10 % en maximum 80 % van de kostprijs verbonden aan de verbetering en de ontwikkeling van landbouwgerichte rassen.

De Regering bepaalt de regels volgens welke deze subsidies worden toegekend.

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen betreffende het beleid inzake landbouw en aquacultuur*

Art. 8. De Regering treft alle uitvoeringsmaatregelen van de Europese regels betreffende het gemeenschappelijk landbouwbeleid.

Art. 9. De Regering bepaalt voor de toekenning van de steun aan de activiteiten bedoeld in artikel 2 :

1° de aanvraagprocedure;

2° de periodes gedekt door de steun;

3° de toekenningsvoorwaarden;

4° de bedragen;

5° de controles;

6° de verlagingpercentages.

Voor de toepassing van het eerste lid, 4°, kan de Regering een minimaal en een maximaal steunbedrag per begunstigde en per steun bepalen.

Voor de toepassing van het eerste lid, 5°, stelt de ambtenaar die de controle uitvoert in een rapport vast dat de voorwaarden voor de toekenning van de steun niet worden nageleefd. Dit rapport vermeldt alle gegevens die nodig zijn om de toe te passen steunverlaging te beoordelen. Het wordt overgemaakt aan het betaalorgaan.

Voor de toepassing van het eerste lid, 6°, kan de ambtenaar die de controle uitvoert een waarschuwing richten aan de vermoedelijke verantwoordelijke voor de niet-naleving van de voorwaarde inzake steuntoekenning indien de overtreding onbelangrijk is. De waarschuwing vermeldt de feiten die aanleiding hebben gegeven tot deze vaststelling en legt een regularisatietermijn vast.

Als de waarschuwing mondeling wordt gericht, wordt ze binnen een termijn bepaald door de Regering schriftelijk bevestigd door de ambtenaar die de auteur is van de waarschuwing. De ambtenaar maakt een afschrift van de waarschuwing over aan het betaalorgaan binnen een door de Regering bepaalde termijn.

Art. 10. De Regering treft alle uitvoeringsmaatregelen met het oog op de naleving van de normen inzake goede landbouw- en milieuoedities en van de uit de regelgeving voortvloeiende beheerseisen omschreven in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid.

Art. 11. De Regering treft alle uitvoeringsmaatregelen betreffende de opzet van landbouwpraktijken die goed zijn voor het klimaat, het milieu, de kwaliteit van de producten en de plattelandontwikkeling.

Art. 12. De Regering wordt ertoe gemachtigd om de maatregelen te nemen die nodig zijn voor de opzet van rechten en quota's.

Zij voorziet op zijn minst in :

1° de procedure van mededeling aan de kopers en aan de producenten van de referentiehoeveelheden en de referentiepercentages van de producten die aan deze quota's zijn onderworpen;

2° de individuele referentiehoeveelheid van elk producent in geval van verkoop van de producten die aan quota's zijn onderworpen;

3° een nationale reserve waarin de referentiehoeveelheden "leveringen" en "rechtstreekse verkoop" apart worden geboek;

4° de overdracht of de beschikbaarheidstelling;

5° de invordering van de heffing;

6° de terugbetaling van de heffing ingesteld bij de Europese Verordeningen.

Art. 13. Met inbegrip van de investeringssteun in het kader van landbouwactiviteiten steunt de Regering :

1° de uitvoering van de activiteiten bedoeld in artikel 2;

2° de instandhouding of de verhoging van de rentabiliteit van de landbouwactiviteiten;

3° de vermindering van de kostprijs van de productie van dieren, planten, dierlijke en plantaardige producten;

4° de vereenvoudiging en de versnelling van de administratieve stappen voor de afgifte van de vergunningen en licenties.

De Regering bepaalt de indieningsvoorwaarden van de aanvragen om investeringssteun.

Art. 14. § 1. De Regering bepaalt de toekenningsvoorwaarden van de steun voor de maatregelen die bestemd zijn om :

1° de kennis te verbeteren en het menselijke vermogen te verstevigen;

2° het fysiek kapitaal te herstructureren en te ontwikkelen en de innovatie te promoten;

3° de kwaliteit van de productie en van de producten te verbeteren;

4° de landbouwactiviteiten te diversifiëren of verricht in of vanuit het bedrijf.

§ 2. De Regering bepaalt de toekenningsvoorwaarden van de steun voor de niet-productieve investeringen wanneer ze noodzakelijk zijn om de milieudoelstellingen na te leven.

§ 3. Voor de verwerking en het in de handel brengen van de producten uit de aquacultuur kan de Regering de volgende elementen bevorderen :

1° de bouw;

2° de uitbreiding;

3° de uitrusting;

4° de modernisering van de bedrijven.

De steunmaatregelen bepaald door de Regering laten het volgende toe : de arbeidsvoorwaarden verbeteren, de kwaliteitsnormen halen, de negatieve gevolgen op het milieu beperken, de verwerking en het in de handel brengen van de plaatselijke producten uit de aquacultuur, van de weinig gebruikte soorten en van de bijproducten aanmoedigen.

Art. 15. De Regering steunt de maatregelen voor het duurzaam gebruik van de landbouwgronden.

Zij wordt ertoe gemachtigd maatregelen te nemen voor :

1° de landbouwers die in een ander probleemgebied gelegen zijn dan de landbouwers in de berggebieden;

2° de Natura 2000-gebieden en de maatregelen bedoeld in Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en tot omzetting van Richtlijn 2000/60/EG;

3° steun aan een milieuvriendelijke landbouw;

4° de betalingen ten gunste van het dierenwelzijn.

Art. 16. § 1. De Regering bepaalt de voorwaarden volgens welke het Waals Gewest :

1° de terugbetaling in kapitaal, interesten en accessoria waarborgt voor leningen die toegekend worden aan een landbouwer door een daartoe erkende openbare of privé kredietinstelling;

2° subsidies aan de kredietinstellingen toekent opdat ze leningen tegen een verminderde rentevoet zouden kunnen verlenen;

3° premies of subsidies toekent die de uitvoering van de verrichtingen bedoeld in artikel 14 moeten vergemakkelijken;

4° bij wijze van uitzondering leningen verleent wanneer, vanwege het bijzonder karakter van de geplande verrichting, geen enkele erkende kredietinstelling deze verrichting zou kunnen afhandelen.

De garantie bedoeld in het eerste lid, 1°, vult de door de kredietaanvrager gestelde zekerheden aan. Ze mag niet meer dan 75 % van het toegestane krediet dekken dat betrekking heeft op gesubsidieerde investeringen met uitzondering van de belasting op de toegevoegde waarde.

§ 2. De Regering kan bijdragen tot de terugbetaling van een deel van de interesten van een lening toegestaan door een erkende kredietinstelling aan een landbouwer om de verrichtingen bedoeld in artikel 14 uit te voeren.

De rentesubsidie heeft niet tot gevolg om de rentevoet ten laste van de kredietaanvrager te verminderen tenzij een percentage door de Regering wordt bepaald.

§ 3. Bij ten onrechte gestorte bedragen, zijn de artikelen 41 tot 43 van toepassing.

§ 4. Bij in gebreke blijven van de landbouwer zullen de kredietinstellingen :

1° het Waals Gewest op de hoogte brengen volgens de vereiste vorm en binnen de door de Regering voorgeschreven termijnen op straffe van een vermindering van het percentage van de garantie aangeboden door het Waalse Gewest in de door de Regering bepaalde vormen;

2° de zekerheden verwezenlijken binnen een door de Regering vastgelegde termijn.

De kredietinstellingen verdelen de teruggevorderde bedragen evenredig tussen het gewaarborgde deel van het krediet en het niet-gewaarborgde deel.

Art. 17. De Regering stelt een procedure tot toekenning en tot intrekking in van de erkenning van de kredietinstellingen.

De procedure tot toekenning van de erkenning voorziet dat de kredietinstelling voldoende garanties moet geven m.b.t. :

1° het efficiënt beheer van de dossiers;

2° haar financiële capaciteit om de leningen te verzekeren.

De controleprocedure van de erkenning voorziet :

1° controles, op regelmatige tijdstippen, om zich ervan te vergewissen dat de kredietinstellingen de erkenningsvoorwaarden naleven;

2° sancties die worden toegepast indien de kredietinstelling de erkenningsvoorwaarden niet naleeft;

3° dat de kredietinstelling met een onvoldoende financiële capaciteit om leningen te verzekeren haar erkenning verliest.

Art. 18. § 1. De Regering wordt ertoe gemachtigd om de toekenningsmodaliteiten te bepalen van de subsidies voor de steun aan begeleidings-, ontwikkelings- en onderzoeksprojecten die bestemd zijn om de landbouw te oriënteren in de richting van technieken en praktijken die aansluiten op de doelstellingen inzake duurzaamheid en rekening houden met de economische rendabiliteit, de sociale billijkheid, het milieu, de biodiversiteit en de kwaliteit van de producten.

§ 2. Zij bepaalt op zijn minst :

1° de aanvaardbaarheidscriteria van de uitgaven waaraan de begunstigde van de steun moet voldoen;

2° de termijn waarin de begunstigde een rapport overmaakt die de stand van vordering van zijn opdracht omschrijft;

3° de opvolgingsprocedure van de dossiers door een opvolgingscomité;

4° de boekhoudkundige verplichtingen van de begunstigde van de steun.

HOOFDSTUK VI. — *De instelling van het beleid inzake landbouw en aquacultuur**Afdeling 1. — De identificatie van de landbouwers*

Art. 19. De Regering organiseert het beheer en het gebruik van het geïntegreerde beheers- en controlesysteem, hierna "GBCS" genoemd.

Art. 20. § 1. De steunaanvrager wordt geïdentificeerd in het GBCS.

Zowel vóór als na de verificaties worden de volgende gegevens betreffende de steunaanvrager opgenomen in het GBCS :

- 1° de identificatiegegevens;
- 2° de persoonlijke kenmerken;
- 3° de informatie betreffende zijn huidige banen;
- 4° de gegevens i.v.m. de percelen die de steunaanvrager uitbaat, met inbegrip van elk beeld waarop de percelen worden afgebeeld;
- 5° de informatie betreffende zijn productie;
- 6° de informatie betreffende zijn rechten en quota's;
- 7° de gegevens betreffende de behandeling van zijn steunaanvraag;
- 8° de financiële informatie die noodzakelijk is voor het beheer van de betalingen, met inbegrip van de gegevens die uit de berekening en de betaling van de steun en de vergoedingen voortkomen, en met uitzondering van de inlichtingen m.b.t. hun schulden;
- 9° de informatie betreffende de schulden die gekoppeld zijn aan de landbouwactiviteit van de steunaanvrager.

§ 2. De Regering wordt ertoe gemachtigd om :

- 1° de identificatiemodaliteiten van de aanvrager te bepalen;
- 2° de modaliteiten van de aanvraag tot wijziging van de identificatie te bepalen;
- 3° bepaalde begunstigden van elke identificatie vrij te stellen.

§ 3. De Regering is ertoe gemachtigd om de verplichting tot identificatie in het GBCS uit te breiden naar niet steunaanvragende landbouwers onder de voorwaarden die ze bepaalt, uitsluitend voor de doelstellingen bedoeld in artikel 37.

Afdeling 2. — De bevoegde overheid en het betaalorgaan

Art. 21. De Regering is de bevoegde overheid belast met de toekenning en de intrekking van de erkenning van het betaalorgaan.

Art. 22. De Regering richt een opvolgingscomité op voor de erkenning van het betaalorgaan. Dat comité wordt belast met elke taak die nuttig is voor de effectieve uitvoering van de opdrachten die krachtens de Europese wetgeving aan de bevoegde overheid toegewezen worden.

Art. 23. De Regering wijst de verantwoordelijke van het betaalorgaan aan die de machtiging heeft om de vereffening van de uitgaven i.v.m. de ELGF, ELFPO, EVF rekeningen goed te keuren, alsook de gewestelijke medefinancieringen en de gewestelijke financieringen m.b.t. de opdrachten waarvan het beheer door de Regering aan het betaalorgaan werd toevertrouwd.

Art. 24. Het betaalorgaan houdt zich bezig met het beheer, de controles en de betaling van de steunaanvragen m.b.t. de landbouwactiviteiten omschreven in artikel 2 en stelt de onrechtmatige betalingen vast.

Art. 25. Met uitzondering van de uitbetaling van de communautaire steun kan het betaalorgaan de opdrachten die hem door de Europese regelgeving werden opgedragen, aan andere personen overdragen.

Art. 26. Het betaalorgaan vervult de opdrachten i.v.m. de uitvoering van de acties van het EVF op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Afdeling 3 — Eenmalige aanvraag

Art. 27. § 1. De steunaanvragende landbouwer maakt, jaarlijks, een eenmalige aanvraag over volgens de vereiste vorm en binnen de termijnen bedoeld in deze afdeling.

§ 2. De landbouwer kan zijn eenmalige aanvraag bij het betaalorgaan laten invullen. In dit geval wordt er gewag gemaakt van deze toestand in de aangifte en voorziet de ambtenaar die de aangifte heeft gekregen van zijn handtekening.

De ambtenaar die de landbouwer geholpen heeft met het invullen van de eenmalige aanvraag wordt later niet meer betrokken bij het dossier van deze landbouwer.

§ 3. De aanvraag kan worden ingevuld door een gemachtigde die in dat geval het bewijs moet leveren van de schriftelijke machtiging die hem in staat stelt te handelen.

§ 4. Met zijn aanvraag aanvaardt de landbouwer dat de meegedeelde gegevens worden gebruikt voor de doelstellingen bedoeld in artikel 37.

Art. 28. De Regering wordt ertoe gemachtigd om de eenmalige aanvraag uit te breiden naar de niet-steunaanvragende landbouwers die voldoen aan de voorwaarden die zij bepaalt.

De Regering wordt ertoe gemachtigd de voorwaarden te bepalen volgens welke een landbouwer een vereenvoudigde eenmalige aanvraag kan invullen.

Art. 29. § 1. Het betaalorgaan stelt het model van het formulier vast op grond waarvan de eenmalige aanvraag wordt ingediend.

§ 2. De eenmalige aanvraag bevat op zijn minst de volgende gegevens :

- 1° de identiteit van de landbouwer;
- 2° de ligging van elk perceel van het bedrijf gelegen op het geografisch grondgebied van het Waalse Gewest;

3° de identificatie van de bestemming van de percelen;

4° de bestemming van de rechten, voor betalingen die door Europese Verordeningen worden bepaald in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

5° de verschillende steunregelingen die een landbouwer kan aangaan en die met deze eenmalige aanvraag verbonden zijn;

6° de dienst waaraan de landbouwer zijn ingevulde eenmalige aanvraag moet terugzenden.

De aanvraag bevat een verklaring van de landbouwer dat hij kennis heeft genomen van de toekenningsvoorwaarden die in verband met de betrokken steunregelingen gelden.

§ 3. De eenmalige aanvraag wordt ingevuld overeenkomstig de richtlijnen die erin voorkomen, voor echt verklaard, gedagtekend en ondertekend.

§ 4. De over te leggen stukken, lijsten of inlichtingen maken noodzakelijk deel uit van de eenmalige aanvraag en moeten er bij gevoegd worden.

Afschriften van stukken moeten voor eensluidend worden verklaard; de andere bijlagen moeten voor echt verklaard, van een datum voorzien en ondertekend worden, behalve indien ze van derden uitgaan.

Art. 30. De landbouwer stuurt zijn ingevulde eenmalige aanvraag naar de dienst die op het document staat vermeld binnen de termijnen vastgelegd door de Regering.

De Regering bepaalt de verlaging die van toepassing is op de steun van degene die zijn eenmalige aanvraag overmaakt zonder de termijnen of de vereiste vormen in acht te nemen die zij heeft bepaald.

De landbouwer bedoeld in het eerste lid die geen formulier van eenmalige aanvraag heeft gekregen, dient er een aan te vragen bij het betaalorgaan. De landbouwer die geen formulier heeft aangevraagd wordt geacht geen aanvraag te hebben ingediend voor het betrokken jaar.

Bij overdracht van een bedrijf of fusie van ondernemingen wordt de aangifte van deze wijziging ingediend binnen de vereiste vormen en de termijnen bepaald door de Regering.

Afdeling 4. — De administratieve beroepen

Art. 31. § 1. Een beroep kan ingesteld worden bij de betrokken personen tegen de beslissingen die krachtens dit artikel en zijn uitvoeringsbesluiten genomen zijn.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid wordt het beroep per aangetekend schrijven of door elk middel dat vaste datum aan de verzending verleent, ingediend bij de betrokken persoon binnen vijfenveertig dagen volgend op de indiening van de beslissing of een bericht van de postdiensten dat wijst op deze zending.

§ 2. De betwiste beslissingen m.b.t. de landbouwsteun bedoeld in dit hoofdstuk maken het voorwerp uit van een beroep bij het betaalorgaan.

De bevoegde Minister aangewezen door de Regering kent de beroepsmogelijkheden tegen de beslissingen die te maken hebben met :

1° de erkenning, de machtiging of de registratie van fokkers krachtens artikel 5;

2° de deelname aan de lening die krachtens artikel 16 beslist is;

3° de erkenning van de financiële instellingen genomen krachtens artikel 17;

4° de erkenning van het betaalorgaan genomen krachtens artikel 21;

5° de erkenning van de laboratoria genomen krachtens artikel 45.

De Regering wijst de Administratie aan die beroepen kent tegen de beslissingen genomen krachtens dit decreet en die niet werden toevertrouwd aan het betaalorgaan of aan de Minister krachtens het eerste of het tweede lid.

§ 3. Voor de toepassing van deze afdeling zijn de middelen om een vaste datum te verlenen de volgende :

1° de gedateerde en ondertekende e-mail;

2° de aangetekende brief van de Post;

3° de zendingen via privé bedrijven tegen ontvangstbewijs;

4° hetzij door afgifte van de akte tegen ontvangstbewijs.

De verzoeker of diens raad kan, indien hij er in zijn beroep om verzoekt, worden gehoord door het betaalorgaan of de Administratie aangewezen door de Regering binnen de vereiste vormen bepaald door de Regering.

§ 4. Een afschrift van het beroep en van de bij de Administratie betwiste beslissing wordt meegedeeld aan de overheid die deze beslissing heeft genomen binnen een termijn bepaald door de Regering.

De Regering kan ook een termijn bepalen om een beslissing te nemen over het beroep. Deze nieuwe beslissing wordt ook overgemaakt aan de overheid die de betwiste beslissing heeft genomen binnen een termijn die zij bepaalt.

Art. 32. Naast haar aard en voorziening, vermeldt de beslissing :

1° de identiteit en de woonplaats van de verzoeker;

2° in voorkomend geval, de namen, voornamen, woonplaats en hoedanigheid van de personen die hem hebben vertegenwoordigd of bijgestaan;

3° in voorkomend geval, de oproeping, de verschijning en het horen van de gehoorde personen;

4° in voorkomend geval, de overlegging van geschreven opmerkingen;

5° de datum en de plaats van de beslissing genomen in beroep.

Art. 33. De termijnen bedoeld in artikel 31 lopen vanaf de dag volgend op de datum van indiening van het stuk.

Het per post aangetekend verzonden stuk wordt geacht te zijn ontvangen op de vaste datum dat door één van de middelen vermeld in artikel 31, § 3, eerste lid, wordt bewezen.

De vervalddag wordt in de termijn meegerekend.

De vervalddag wordt echter naar de eerstvolgende werkdag verschoven wanneer de laatste dag voorzien om een procedureakte door te voeren een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is.

Afdeling 5. — De verwerking van persoonsgegevens

Art. 34. § 1. Het betaalorgaan verzamelt en behandelt de persoonsgegevens die nodig zijn voor de voortzetting van de opdrachten die hem worden toegewezen.

Het betaalorgaan is verantwoordelijk voor deze verwerking van persoonsgegevens.

§ 2. De Administratie maakt elk gegeven over dat nuttig is voor de uitvoering van de in het eerste lid omschreven doelstellingen van het betaalorgaan, op gewoon verzoek van laatstgenoemde. Het betaalorgaan is verantwoordelijk voor de verwerking van deze persoonsgegevens na ontvangst ervan.

§ 3. De Regering wordt ertoe gemachtigd om de besluiten inzake de verwerking van deze persoonsgegevens vermeld in dit artikel te treffen.

Art. 35. Het betaalorgaan kan aan andere personen dan de betrokken persoon, de Administratie of een gemachtigde instelling bedoeld in artikel 25, persoonsgegevens vragen die nodig zijn voor de voortzetting van de opdrachten die hem worden toegewezen. In zijn aanvraag toont hij aan dat het noodzakelijk is om deze gegevens te bezitten.

Art. 36. § 1. Het betaalorgaan en elke administratieve entiteit, elke natuurlijke of rechtspersoon waaraan hij één of meerdere van zijn opdrachten heeft overgedragen overeenkomstig artikel 25, wisselen alle gegevens uit die nuttig zijn voor de uitvoering van deze opdrachten en de gegevens die het betaalorgaan heeft bewaard, op gewoon verzoek.

Het gemachtigde orgaan is verantwoordelijk voor de verwerking van deze persoonsgegevens na ontvangst ervan.

Indien hij zijn opdrachten overdraagt, zal het gemachtigd orgaan elke maatregel treffen die het doorsturen van deze gegevens naar het betaalorgaan moet waarborgen binnen een termijn die hem toestaat om zijn opdrachten te vervullen.

De Regering wordt ertoe gemachtigd om de besluiten inzake de verwerking van deze persoonsgegevens vermeld in deze paragraaf te treffen.

§ 2. Een gemachtigd orgaan kan persoonsgegevens afkomstig van het betaalorgaan alleen maar overmaken voor een latere verwerking met historische, statistische of wetenschappelijke doeleinden en als de overgemaakte gegevens gecodeerd zijn.

Art. 37. De persoonsgegevens vermeld in artikel 20, § 1, tweede lid, die al dan niet het voorwerp hebben uitgemaakt van verificaties kunnen later door de Administratie of een rechtspersoon worden behandeld die een opdracht uitvoert die haar door laatstgenoemde werd overgedragen voor de volgende doeleinden :

- 1° het beheer van het centraal register van *de minimis*-steun;
- 2° de bijwerking van de bedrijfseconomische boekhouding;
- 3° de effectenonderzoeken van een vastgoedproject op de ruimtelijke ordening en het milieu;
- 4° de bepaling van de milieubelasting;
- 5° de uitvoering van het programma van duurzaam beheer van stikstof;
- 6° de bekendmaking van de begunstigden van de ELGF, ELFPO en EVF steunvormen;
- 7° de uitwerking van de reglementeringen betreffende de betalingen van de steun in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;
- 8° de tenuitvoerlegging van de controles die overeenkomstig dit decreet worden uitgevoerd;
- 9° het beheer van de voornaamste ecologische structuren van de Natura 2000-gebieden, de gebieden die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk en de biologisch zeer waardevolle locaties;
- 10° de bekendmaking van statistieken en de berekening van de indicatoren ten behoeve van de Administratie en de Europese Commissie;
- 11° de terbeschikkingstelling van middelen om de begeleidingsopdrachten van de landbouwsector te vergemakkelijken;
- 12° de karakterisering van de bodems, hun achteruitgang en beschadiging, en het instellen van maatregelen inzake preventie en strijd tegen deze achteruitgang en beschadiging;
- 13° de opstelling van een advies betreffende een aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning, milieuvergunning, of eenmalige vergunning alsook voor de aanvragen tot wijziging van het gewestplan;
- 14° het beheer van de onbevaarbare waterlopen;
- 15° elke opdracht inzake begeleiding of toepassing van de normen ten aanzien van het milieubehoud en de strijd tegen de klimaatverandering;
- 16° de tenuitvoerlegging van de wetgeving betreffende de verwerking en de vernietiging van gestorven dieren;
- 17° de tenuitvoerlegging van een systeem zodat de risico's en kosten i.v.m. het dierenverlies verdeeld worden;
- 18° de uitvoering van de wetgeving inzake ruilverkaveling van landeigendommen;
- 19° de uitvoering van de wetgeving betreffende het gebruik, op of in de bodem, van zuiveringszand en het beheer van organische stoffen voor de landbouw;
- 20° de inventaris van het bosbestand;
- 21° de aankoop voor rekening van publiekrechtelijke rechtspersonen.

De gegevens i.v.m. een particuliere landbouwer kunnen ook worden overgemaakt aan elke persoon gesubsidieerd door het Waalse Gewest om hen te helpen om hun doelstellingen inzake raadgevingen, begeleiding of hulp bij deze landbouwer te bereiken.

§ 2. De doelstellingen bepaald in § 1 kunnen alleen maar aanleiding geven tot het gebruik van de categorieën van gegevens van het GBCS die voor elk onder hen specifiek worden opgenomen in bijlage I bij het decreet, en voor zover deze verwerking toegelaten wordt door de wetgeving op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De Regering wordt ertoe gemachtigd om de uitvoeringsbesluiten houdende organisatie van de verwerking van persoonsgegevens vermeld in dit artikel te treffen.

Afdeling 6. — De elektronische gegevens

Art. 38. De Regering bepaalt de indieningsvoorwaarden van de steunaanvragen die bij of krachtens dit decreet worden georganiseerd d.m.v. elektronische formulieren.

De landbouwer die een steunaanvraag elektronisch indient, houdt alle bewijsstukken die bij deze aanvraag worden gevoegd ter beschikking van het betaalorgaan gedurende de hele duur van de steun, met bepaalde duur verlengd door de Regering.

Art. 39. De steunaanvragen ingediend via een elektronische formulier worden ingevuld en overgemaakt overeenkomstig de richtlijnen die erin voorkomen en worden gelijkgesteld met een aanvraag voor echt verklaard, gedagtekend en ondertekend.

De bepalingen m.b.t. de schriftelijke aanvragen zijn van toepassing op de elektronische aanvragen voor zover deze bepalingen, vanwege hun aard of modaliteiten, niet onverenigbaar zijn met deze aanvragen.

Art. 40. De Regering bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten volgens welke bewijswaarde kan worden gegeven voor de toepassing van dit decreet aan gegevens die worden opgeslagen, bewaard of weergegeven door middel van een fotografische, optische, elektronische of elke andere techniek, alsook hun weergave op een leesbare drager.

Afdeling 7. — Invorderingsmodaliteiten

Art. 41. De bedragen die door elke persoon verschuldigd zijn, vanwege steun bedoeld in hoofdstuk vijf dat ten onrechte betaald werd, kunnen worden afgetrokken van de steun die hem moet betaald worden tijdens het lopende jaar of in de toekomstige jaren.

Deze compensatie is van toepassing overeenkomstig de artikelen 1289 en volgende van het Burgerlijk Wetboek.

Art. 42. § 1. Het betaalorgaan kan een dwangbevel geven in geval van onrechtmatige betalingen of niet betaling van een administratieve geldboete bedoeld in afdeling 4 van hoofdstuk 8.

Het dwangbevel mag niet worden uitgeoefend voor bedragen van minder dan 100 euro.

§ 2. Het dwangbevel wordt betekend bij deurwaardersexploot.

Het bevelschrift valt onder de bepalingen van deel V van het Gerechtelijk Wetboek.

Art. 43. Binnen een termijn van 30 dagen kan de landbouwer bij gerechtsdeurwaardersexploot een met redenen omkleed verzet doen, houdende dagvaarding bij de rechtbank van eerste aanleg van het gerechtelijke arrondissement waar hij woonachtig is. Als de termijn op een zaterdag, zondag of feestdag verstrijkt, wordt hij tot de volgende werkdag verlengd.

Het verzet bedoeld in het eerste lid is opschortend.

HOOFDSTUK VII. — *De controle**Afdeling 1. — De ambtenaren*

Art. 44. De ambtenaren die moeten nagaan of de bepalingen van dit decreet en de bepalingen genomen krachtens dit decreet worden nageleefd, moeten voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel D.140, §§ 1 en 2, tweede lid, van deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek.

Artikel D.140, §§ 3 en 4, van hetzelfde deel is niet van toepassing op dit decreet.

Afdeling 2. — De onderzoeksmiddelen

Art. 45. De Regering legt de regels voor de erkenning van de laboratoria belast met de officiële analyses vast, overeenkomstig artikel D.147 van deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek.

Art. 46. De Regering kan bepalingen i.v.m. de modaliteiten van het onderzoek vastleggen voor alle of sommige categorieën van installaties en activiteiten bedoeld in artikel 2.

HOOFDSTUK VIII. — *De landbouwovertredingen**Afdeling 1. — De dwingende maatregelen*

Art. 47. De ambtenaren bedoeld in artikel 44 kunnen een waarschuwing richten onder de voorwaarden vermeld in artikel D.148 van deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek.

Afdeling 2. — Strafbepalingen

Art. 48. Een overtreding van tweede categorie in de zin van deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek wordt begaan door :

1° hij die de documenten met de zoötechnische kwaliteiten van een rasdier, een hybride dier, of zijn producten, namaakt of vervalst;

2° hij die een eenmalige aanvraag of elk ander document of voorwerp overgemaakt aan het betaalorgaan of de controleoverheid om een financiële steun of een kwaliteitslabel te verkrijgen, namaakt of vervalst.

Art. 49. Een overtreding van derde categorie in de zin van deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek wordt begaan door :

1° hij die, hetzij door berichten, plakbrieven of andere wijzen van aankondiging, hetzij door het gebruik van een bij artikel 3, 2°, bedoelde voorwerp, stuk of aanduiding, veinst of valselijk beweert dat het product door de overheid werd gecontroleerd of erkend of zich valselijk op deze controle of erkenning beroept;

2° hij die een monster van een krachtens artikel 2, tweede lid, gereguleerd product vervalst of doet vervalsen;

3° hij die, gebruik makend van een bij artikel 3, 3°, bedoeld voorwerp, stuk of aanduiding, opgelegd bij een krachtens hetzelfde artikel genomen besluit, bedrog pleegt nopens de oorsprong, de hoedanigheid of de hoeveelheid van het product en hij die bedrieglijk gebruik maakt van een dergelijk nagemaakt of vervalst voorwerp, stuk of aanduiding;

4° hij die rasdieren of hybride dieren, sperma, eicellen, embryo's, met inbegrip van de broedeieren in de handel brengt, aanbiedt, ten verkoop tentoonstelt, in bezit houdt, bereidt, vervoert, verkoopt, levert, onder kosteloze of bezwarende titel afstaat, invoert, uitvoert of doorvoert, zonder dat zij aan alle voorwaarden van dit decreet of aan één van zijn uitvoeringsbesluiten voldoen om deze hoedanigheid te hebben;

5° hij die dieren of hun producten die niet de hoedanigheid van rasdier of hybride dier hebben in de handel brengt, aanbiedt, ten verkoop tentoonstelt, in bezit houdt, bereidt, vervoert, verkoopt, levert, onder kosteloze of bezwarende titel afstaat, invoert, uitvoert of doorvoert, terwijl dit decreet of één van zijn uitvoeringsbesluiten oplegt dat de dieren of hun producten deze hoedanigheid moeten hebben.

Art. 50. Een overtreding van vierde categorie in de zin van deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek wordt begaan door :

1° hij die nalaat een merk, lood, verzegeling, label, etiket of enigerlei aanduiding aan te brengen waar dit opgelegd is bij een krachtens artikel 3 getroffen besluit;

2° hij die, zonder machtiging of erkenning, een product in de handel brengt, verwerft, aanbiedt, ten verkoop tentoonstelt, in bezit houdt, bereidt, vervoert, verkoopt, levert, afstaat, invoert, uitvoert of doorvoert, wanneer ingevolge een krachtens artikel 3 genomen besluit een machtiging of erkenning voor die handeling is vereist;

3° hij die een product in de handel brengt, verwerft, aanbiedt, ten verkoop tentoonstelt, in bezit houdt, bereidt, vervoert, verkoopt, levert, afstaat, invoert, uitvoert of doorvoert, wanneer die handeling door een krachtens artikel 3 genomen besluit verboden is;

4° hij die rasdieren of hybride dieren, sperma, eicellen, embryo's, met inbegrip van de broedeieren in de handel brengt, aanbiedt, ten verkoop tentoonstelt, in bezit houdt, bereidt, vervoert, verkoopt, levert, onder kosteloze of bezwarende titel afstaat, invoert, uitvoert of doorvoert, zonder dat zij aan alle voorwaarden van dit decreet of aan één van zijn uitvoeringsbesluiten voldoen om deze hoedanigheid te hebben.

Afdeling 3. — Eventueel verval van de strafvordering mits overeenkomst

Art. 51. De overtredingen bedoeld in de artikelen 48 tot 50 kunnen het voorwerp uitmaken van een schikking overeenkomstig artikel D.159, § 1, van deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek.

In afwijking van artikel D.170, § 3, tweede lid, 1°, van deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek, wordt de geïnde som gestort op het Begrotingsfonds voor de kwaliteit van de dierlijke en plantaardige producten.

In afwijking van artikel D.170, § 3, tweede lid, 1°, van deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek, wordt de geïnde som gestort op het GBCS Fonds voor de overtredingen omschreven in artikel 48, 2°.

Afdeling 4. — De administratieve geldboeten

Art. 52. In afwijking van artikel D.165, derde lid, van deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek, worden de administratieve geldboeten uitgesproken inzake overtredingen vermeld in de artikelen 48 tot 50 gestort op het Begrotingsfonds voor de kwaliteit van de dierlijke en plantaardige producten.

In afwijking van artikel D.165, derde lid, van deel VIII van het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek, worden de administratieve geldboeten uitgesproken inzake de overtreding vermeld in artikel 49, 2° gestort op het Begrotingsfonds voor de financiering van het geïntegreerde beheers- en controlesysteem (GBCS Fonds).

Art. 53. De administratieve geldboeten uitgesproken inzake overtredingen vermeld in de artikelen 48 tot 50 kunnen worden verhoogd met een bedrag dat overeenstemt met het economisch voordeel dat voortvloeit uit de gepleegde overtreding.

Art. 54. § 1. De sanctionnerend ambtenaar kan minderjarigen vervolgen die de leeftijd van 16 jaar hebben bereikt.

Wanneer de sanctionnerend ambtenaar beslist om een persoon beneden de achttien jaar via een administratieve geldboete te vervolgen, wordt een aangetekend schrijven of een document die vaste datum verleent aan de verzending in de zin van artikel 31, § 3, gericht aan de minderjarige, alsook aan diens vader, moeder, voogden of aan de personen die toezicht op hem uitoefenen. Die partijen beschikken over dezelfde rechten als de overtredders.

De sanctionnerend ambtenaar geeft daarvan kennis aan de stafhouder van de orde van advocaten, zodat ervoor gezorgd wordt dat de minderjarige kan worden bijgestaan door een advocaat. Die kennisgeving wordt samen met het in het eerste lid bedoelde aangetekend schrijven verstuurd.

Uiterlijk binnen twee werkdagen, te rekenen van de datum van die kennisgeving, wordt een advocaat aangewezen door de stafhouder of het bureau voor juridische bijstand.

Een afschrift van de kennisgeving waarmee de stafhouder in kennis van de aanhangigmaking gesteld wordt, wordt bij het proceduredossier gevoegd.

Indien er een belangenconflict is, ziet de stafhouder of het bureau voor juridische bijstand erop toe, dat de betrokkene verdedigd wordt door een andere advocaat dan diegene op wie zijn vader en moeder, voogden of personen die hem onder hun bewaring hebben, een beroep gedaan hebben.

De vader en moeder, de voogden of de personen die toezicht op de minderjarige uitoefenen, zijn burgerlijk verantwoordelijk voor de betaling van de boete.

§ 2. Indien de beslissing betrekking heeft op minderjarigen die de volle leeftijd van zestien jaar bereikt hebben op het moment van de feiten, wordt het beroep d.m.v. een kosteloos verzoekschrift bij de jeugdrechtbank ingediend. In dat geval kan het beroep ook ingediend worden door de vader en moeder, de voogden of de personen die het toezicht op hem uitoefenen. De jeugdrechtbank blijft bevoegd indien de overtredder meerderjarig is wanneer zij zich uitspreekt.

Wanneer een beroep tegen een administratieve sanctie aanhangig wordt gemaakt bij de jeugdrechtbank, kan deze de sanctie vervangen door een maatregel van bewaring, behoeding of opvoeding zoals die wordt bepaald in artikel 37 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming. In dat geval is artikel 60 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming van toepassing.

De beslissingen van de jeugdrechtbank zijn niet vatbaar voor beroep. Wanneer de jeugdrechtbank evenwel beslist tot de vervanging van de administratieve sanctie door een bewakings-, beschermings- of opvoedingsmaatregel bedoeld in artikel 37 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, is haar beslissing voor beroep vatbaar. In dat geval zijn de procedures waarin de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming voorziet voor de feiten die als overtredingen beschouwd worden van toepassing.

Art. 55. § 1. Op grond van het uitvoerbaar verklaard dwangbevel en tot zekerheid van de voldoening van de ten onrechte gestorte steun, de administratieve geldboeten en de kosten heeft het Gewest een algemeen voorrecht op alle roerende goederen van de betrokkene en kan het een wettelijke hypotheek nemen op al de daarvoor vatbare en in het Gewest gelegen of geregistreerde goederen van de betrokkene.

Het voorrecht bedoeld in § 2 neemt rang in onmiddellijk na de voorrechten die vermeld zijn in de artikelen 19 en 20 van de wet van 16 december 1851 en in artikel 23 van boek II van het Wetboek van Koophandel.

De rang van de wettelijke hypotheek wordt bepaald door de dagtekening van de inschrijving die genomen wordt krachtens het uitvoerbaar verklaarde en betekende dwangbevel.

De hypotheek wordt ingeschreven op verzoek van de sanctionnerend ambtenaar voor de invordering van de administratieve geldboeten, of van het betaalorgaan voor de invordering van de ten onrechte gestorte steun.

De inschrijving heeft plaats, niettegenstaande verzet, betwisting of beroep, op voorlegging van een afschrift van het dwangbevel dat eensluidend wordt verklaard door die ambtenaar en dat melding maakt van de betekening ervan.

§ 2. Artikel 19 van de faillissementswet van 8 augustus 1997 is niet van toepassing op de wettelijke hypotheek inzake ten onrechte gestorte steun en administratieve geldboeten waarvoor een dwangbevel werd uitgevaardigd en waarvan betekening aan betrokkene is gedaan voor het vonnis van faillietverklaring.

HOOFDSTUK IX. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 56. De afelingen 1, 3, 4, 5 en 6 van Hoofdstuk VI treden respectievelijk in werking op 1 januari 2014, 1 januari 2014, 31 maart 2014, 30 mei 2014 en 1 januari 2014.

De Regering kan data van inwerkingtreding bepalen, voorafgaand aan de data vermeld in het eerste lid.

Art. 57. Artikel D.138, eerste lid, van Boek I van het Milieuwetboek wordt aangevuld als volgt :

"- het decreet van 27 juni 2013 houdende verschillende bepalingen inzake landbouw, tuinbouw en aquacultuur."

De woorden "of van het decreet van 27 juni 2013 houdende verschillende bepalingen inzake landbouw, tuinbouw en aquacultuur" worden ingevoegd tussen de woorden "teelten," en "overgemaakt" in artikel 170, § 3, tweede lid, van hetzelfde Boek.

Art. 58. De volgende woorden worden toegevoegd aan artikel 44, lid 1, 4°, van het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake gewestelijke fiscaliteit, thesaurie en schuld, organisatie van de energiemarkten, leefmilieu, landbouw, plaatselijke en ondergeschikte besturen, patrimonium en huisvesting en ambtenarenzaken :

", alsook de administratieve geldboeten die worden geïnd in het kader van het decreet van 27 juni 2013 houdende verschillende bepalingen inzake landbouw, tuinbouw en aquacultuur."

Art. 59. De wet van 20 juni 1956 betreffende de verbetering van de rassen van voor de landbouw nuttige huisdieren, gewijzigd bij de diergezondheidswet van 24 maart 1987 en bij de wet van 23 maart 1998 betreffende de oprichting van een Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten wordt opgeheven wat het Waalse Gewest betreft.

Art. 60. De wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds, gewijzigd bij de wetten van 29 juni 1971 tot wijziging van de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds, bij de wet van 15 maart 1976 tot wijziging van de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds, bij de wet van 3 augustus 1981 houdende verbetering van het inkomen in de landbouw door een aanpassing van de financiële tegemoetkoming, bij de wet van 10 juli 1986 tot wijziging van de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds en bij de wet van 15 februari 1990 tot wijziging van de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds wordt opgeheven wat het Waalse Gewest betreft.

Art. 61. De wet van 11 juli 1969 betreffende de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, gewijzigd bij de wet van 21 december 1998 betreffende productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid en bij de wet van 5 februari 1999 houdende diverse bepalingen en betreffende de kwaliteit van de landbouwproducten wordt opgeheven wat het Waalse Gewest betreft.

Art. 62. Artikel 3 van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen, bij het koninklijk besluit van 25 oktober 1995 houdende aanduiding van de wets- en verordeningsbepalingen waarin de woorden "de Belgische Dienst voor Bedrijfsleven en Landbouw" moeten worden vervangen door de woorden "het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau", bij de wet van 5 februari 1999 houdende diverse bepalingen en betreffende de kwaliteit van de landbouwproducten, en bij de wet van 1 maart 2007 houdende diverse bepalingen (III), wordt opgeheven wat het Waalse Gewest betreft.

BIJLAGE I

De gegevens van artikel 20 bruikbaar per doeleinde.

Voor elk doeleinde bepaald in een punt van artikel 37, § 1, lid 1, geeft de tweede kolom de categorieën van artikel 20 die gebruikt kunnen worden.

Doeleinden van artikel 37, § 1, lid 1	Categorieën van gegevens van artikel 20 die gebruikt kunnen worden doeleinde per doeleinde
1°	1°, 8°
2°	1°, 2°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°
3°	1°, 4°
4°	1°, 4°, 5°, 7°
5°	1°, 4°
6°	1°, 4°, 7°, 8°
7°	1°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°
8°	1°, 4°, 5°, 6°, 7°
9°	1°, 4°
10°	4°, 5°, 7°
11°	1°, 4°, 5°, 7°
12°	1°, 4°
13°	1°, 4°
14°	1°, 4°
15°	1°, 7°, 8°
16°	1°, 5°
17°	1°, 5°
18°	1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 8°
19°	1°, °
20°	1°, 4°
21°	1°, 4°, 5°, 7°, 8°

Gezien om gevoegd te worden bij het decreet van 27 juni 2013 houdende verschillende bepalingen inzake landbouw, tuinbouw en aquacultuur.

Namen, 27 juni 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 27 juni 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Stukken van het Waals Parlement : 804 (2012-2013) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 26 juni 2013.

Bespreking.

Stemming.